

**l'éditorial  
d'Arlette  
Laguiller**

**en page 3**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**UNITÉ  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1594 - 29 janvier 1999 - prix : 9F

## **Accord gouvernement-Renault-PSA**

**DES VIEUX TRAVAILLEURS**

**EN PRÉRETRAITE,**

**C'EST BIEN...MAIS**

**MOINS DE JEUNES EMBAUCHÉS**

**C'EST DU CHÔMAGE EN PLUS!**

**Hôpitaux du Kremlin-Bicêtre et Robert Debré**

**CONTAGIONS... ET VIRUS DU PROFIT**

(p. 10-11)

M 6189 - 1594 - 9,00 F



# SOMMAIRE

## Dans les entreprises

- 4 - Moulinex : le patron empoche les subventions et licence
- De Carbon André
- Michelin Cholet : nouveau revers pour la direction
- 11 - Rhodia - Pont-de-Claix
- 12 - Automobile-PSA - résultats des élections professionnelles
- PSA veut des aides du gouvernement pour... supprimer des emplois
- Renault Siège : à la compta, on ne s'en laisse pas compter
- 13 - Air France : - 35 heures, privatisation et réactions ouvrières
- ou sont les 4000 embauches?
- TUB du Douaisis : 17 jours de grève
- 14 - Les 35 h : des accords peu nombreux et sur le dos des travailleurs!
- La Poste-Paris 08 : 35 h et suppressions d'emplois
- 15 - Grève à France Télécom
- France Télécom s'attaque aux salariés
- La Poste : pas de pause dans la privatisation des garages

## Dans les hôpitaux

- 10 - Hôpital Robert Debré : une épidémie et tout se grippe
- 11 - CHU de Bicêtre : infections hospitalières et virus des économies
- Hôpital Necker-Paris : grève au ménage

## Politique

- 5 - Meeting LO-LCR à Quimper
- Allemagne : les Verts choisissent de rester au gouvernement

## Syndicats

- 6 - La préparation du 46<sup>e</sup> Congrès de la CGT

## Tribune

- 6 - Le gouvernement Jospin complice du carnage en Afrique

## Leur société

- 7 - Deux Front National : un même danger
- Emigration clandestine : prêt à tout pour fuir la misère
- Scandale au centre de rétention de Roissy

## Dans le monde

- 8/9 - Kosovo : la population n'a rien à attendre des puissances impérialistes
- Argentine : nouvelle arrestation d'un chef de l'ex-junte militaire
- Jeux Olympiques : par ici les gros sous
- 16 - Chine : éventuelle dévaluation de la monnaie
- Angola : une guerre, toujours recommencée

# Y'A PLUS DE SAISON POUR LES SAISONNIERS

Vendredi 22 janvier, Anicet Le Pors, ancien ministre PC du gouvernement Mauroy, promu depuis conseiller d'État, a remis au gouvernement un rapport sur «*la situation sociale et professionnelle des travailleurs saisonniers du tourisme*». Entre les stations de ski l'hiver et les plages l'été, il y aurait aujourd'hui plus de 420 000 travailleurs saisonniers dans ce qu'on appelle «l'hébergement touristique», dans la restauration, dans les téléphériques et remontées mécaniques, dans les agences de voyage, dans les activités thermales et de thalassothérapie, ainsi que dans les commerces. Leur nombre s'accroît de 3% à 5% par an. Et devant une telle aubaine, les

patrons, qui mettent à profit nombre de jeunes et de moins jeunes à la recherche d'un emploi, ne se gênent pas pour appliquer la flexibilité maximum en imposant des heures supplémentaires non payées, des horaires dépassant les 50 heures, sept jours sur sept, le tout pour des salaires de misère, bien souvent au noir, avec en prime la menace de la porte à n'importe quel moment. Le caractère saisonnier de certaines activités touristiques se traduit par l'intermittence des emplois proposés par des patrons petits, moyens et grands. Mais aujourd'hui, dans les villes notamment, la «saison» touristique s'est allongée, ce qui n'empêche pas les emplois précaires de croître. Car le caractère saisonnier

des emplois est lié au marché qui utilise de la main-d'œuvre à certains moments pour pouvoir la jeter quand ça lui chante. C'est un sport que les patrons pratiquent toute l'année, y compris dans l'automobile, à La Poste, dans l'industrie chimique. Que la marée soit haute ou basse, pour eux, la saison est belle.

Annie ROLIN

# Fin de grève au collège de Villers-Saint-Paul (Oise)

Après dix jours de grève, le personnel du collège de Villers-Saint-Paul (près de Creil) a décidé de reprendre le travail, le 21 janvier. L'Inspection académique a dû reculer sur certains points mais, elle n'a pas cédé sur le problème essentiel : les effectifs par classe. Aucun poste d'enseignants ne sera supprimé l'an prochain, par contre il y aura une augmentation du nombre d'élèves dans plusieurs classes dont l'effectif va sans doute dépasser 26 élèves. C'est d'autant plus aberrant que, c'est au moment où le collège entre en ZEP (Zone d'Éducation Prioritaire) qu'il se voit retirer des moyens.

Les deux derniers jours du mouvement ont été décisifs. Le mercredi, une manifestation avait encore rassemblé près de

200 personnes à Villers-Saint-Paul. Enseignants, parents d'élèves et élèves continuaient de manifester leur refus des projets de l'Inspection académique. Le lendemain l'inspecteur d'académie avait prévu de rencontrer le personnel et les parents d'élèves.

Les choses se jouèrent finalement assez vite. L'administration du collège, qui avait été reçue par l'inspecteur et qui jusqu'alors soutenait le mouvement, changea de ton. Pour elle, le nombre d'élèves par classe ne devait plus être discuté. Il fallait en finir avec le mouvement. Cette pression inattendue pour beaucoup, la lassitude qui gagnait une partie des grévistes et un nouveau refus de l'Inspection académique qui ne cédait que quelques heures pour de vagues

projets pédagogiques, tout cela eut raison du mouvement. La reprise était votée le soir même à une large majorité. L'Inspection académique a trouvé un soutien inespéré auprès des parents d'élèves de la FCPE (proches du Parti Socialiste) qui se sont désolidarisés des grévistes, malgré les protestations de parents qu'ils sont censés représenter.

Même s'ils n'ont pas été victorieux, les grévistes du collège ne regrettent en rien leur mouvement. En particulier, ils ont pu mesurer tout le soutien qu'ils pouvaient trouver auprès des parents d'élèves. De nombreux liens ont été ainsi tissés qui pourront servir dans des mouvements futurs.

Correspondant LO

# RÉUNIONS PUBLIQUES

avec Arlette LAGUILLER et Alain KRIVINE

à RODEZ (Aveyron)

Vendredi 19 février à 20h30

Salle des Fêtes de Saint-Ouen l'Aumône (Esplanade du foirail)

avec Arlette LAGUILLER

à AVIGNON

avec Patrick GRENIER

Vendredi 29 janvier à 18h30

Salle des Fêtes de l'Hôtel-de-ville, place de l'Horloge

# Réunions publiques de Lutte Ouvrière

• A SAVIGNY-LE-TEMPLE (Seine-et-Marne)

Judi 28 janvier à 20 heures

Maison des Associations Salvador-Allende 20, rue Rougeau avec Daniel LIOUBOWNY ouvrier à la SNECMA

• A BELFORT

Vendredi 29 janvier à 20 heures

avec Gérard BELOT ouvrier à Alstom et Christian DRIANO ouvrier à Peugeot

• A SOISSONS

Samedi 30 janvier à 18h30

Salle de la Mutualité 4, rue Petrot-Labarre

• A TOURS

Judi 4 février à 20h30

Centre de vie du Sanitas 10, place Neuve avec Jean-Jacques PRODHOMME Ouvrier électricien

• A PONTCHARRA (Isère)

Samedi 6 février à 14 heures

Salle Valloire (derrière la mairie) avec Roland CALMEL

# LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite *Lutte Ouvrière*, nom sous lequel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui aiment ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 50 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulowicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 12 800 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

SOUTENEZ LUTTE OUVRIÈRE!

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière, et à envoyer à : LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

## ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL et VILLE : .....

COMPLÉMENT D'ADRESSE : .....

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :  
 - par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
 - par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

**L'éditorial  
d'Arlette  
LAGUILLER**

**Accord entre le gouvernement  
et les constructeurs automobiles**

# **DES VIEUX TRAVAILLEURS EN PRÉRETRAITE, C'EST BIEN MAIS MOINS DE JEUNES EMBAUCHÉS, C'EST DU CHÔMAGE EN PLUS**

La presse, comme les hommes politiques, n'hésite pas à montrer les accords signés à l'EDF-GDF, dans le cadre des discussions sur les 35 heures comme une avancée considérable pour les travailleurs. Pourtant cet accord va se traduire par des milliers de départs, et si la direction tient parole, par 3 000 à 4 000 embauches de plus que de départs. Ce n'est pas cela qui va résorber le chômage.

Par contre, des suppressions d'emplois, il en est prévu à La Poste et dans les Télécom.

Ajouté à ce qui est prévu par les discussions actuelles dans l'automobile, la loi Aubry devient une attaque délibérée, cynique et absolument ignoble contre le monde du travail.

A Peugeot-Citroën et Renault, on va faire partir, en préretraite, des travailleurs de moins de 60 ans qui ne sont plus capables, vu leur âge, selon les propos mêmes des directions, de tenir les cadences sur les chaînes de production automobile. C'est évidemment un bien pour ceux qui partiront. A leur place, il est prévu d'embaucher des jeunes, mais beaucoup moins de jeunes que de départs. Alors, là aussi, ce sont plusieurs milliers de postes qui seront supprimés. C'est-à-dire des milliers de jeunes qui, dans l'avenir, ne seront pas embauchés dans les régions où sont implantées ces entreprises.

Et puis, combien de fois nous a-t-on dit que la classe ouvrière n'existait plus, que la robotisation des chaînes de production, en particulier automobiles, avait rendu le travail humain beaucoup moins pénible. Et voilà que les patrons versent des larmes de crocodile sur les

vieux travailleurs qu'ils ont exploités à mort et nous disent aujourd'hui que ce travail est de plus en plus difficile et que seuls les jeunes peuvent tenir.

Des jeunes auxquels on propose donc, comme seul avenir, d'être usés avant l'âge.

Voilà ce qu'un patronat de combat nous dit aujourd'hui avec l'aide de la majorité des plumitifs de la presse bourgeoise et, surtout, avec l'aide de ce gouvernement qui se dit de gauche et qui n'hésite pas à verser des milliards à ces entreprises pour les aider à supprimer des emplois.

Et tout cela au nom des 35 heures qui vont peut-être, dans certains cas, s'accompagner de diminutions de salaire car la loi Aubry ne l'interdit pas et, dans tous les cas, s'accompagner de la flexibilité du temps de travail non seulement chaque semaine, mais annuellement dans certains cas et même calculée sur trois ans pour Renault et PSA. Voilà comment, sous un gouvernement dit de gauche, les travailleurs voient légalement leur situation empirer.

Vraiment il y en a assez !

Assez que le gouvernement et le patronat préparent à l'ensemble des travailleurs - qu'ils aient un emploi, qu'ils soient privés d'emploi ou qu'ils soient à la retraite - un avenir insupportable. Ils veulent faire de l'Europe du troisième millénaire, une Europe du Tiers Monde pour les travailleurs. Alors il faut inverser ce cours des choses.

Pour renverser le rapport de force il faut cesser les privatisations des services publics et, au contraire, exproprier toutes les entreprises qui font des profits et licencient quand même.

Il faut rendre publiques les comptabilités des grandes entreprises. Il faut savoir d'où vient l'argent et où il va. On verrait alors que les profits permettraient de résorber le chômage tout en réduisant les horaires de travail.

Il faut aussi rétablir l'impôt sur les bénéfices des sociétés et sur les hauts revenus au niveau où ils en étaient il y a 20 ans au lieu de les diminuer constamment et que ce soient les masses populaires qui paient le gros de l'impôt par l'augmentation de la TVA et des impôts indirects.

Oui, voilà le programme qu'il faut que les travailleurs mettent en tête des luttes à venir.

C'est un tel programme que nous essaierons de populariser au maximum, Lutte Ouvrière et la LCR réunies, au cours de la prochaine campagne électorale des européennes avec l'espoir que ce programme soit approuvé par une grande partie de la population laborieuse afin que cela serve d'avertissement au patronat, à la droite et au gouvernement.

*Ensemble contre les licenciements,  
le chômage et la misère*

## **MEETING**

**avec ARLETTE LAGUILLER  
et ALAIN KRIVINE**

**Vendredi 5 février à 20 h 30**

Salle de la Mutualité - 24, rue Saint-Victor

Paris 5<sup>e</sup> Métro : Maubert-Mutualité

Entrée libre

## Moulinex

# LE PATRON EMPOCHE LES SUBVENTIONS POUR L'EMPLOI ET LICENCIE

**Pierre Blayau, PDG de Moulinex, vient d'annoncer une nouvelle vague de 190 licenciements: 93 emplois sur 400 seront supprimés à Falaise dans le Calvados et 97 emplois sur 300 à Fresnay dans la Sarthe. Plus de 500 emplois avaient déjà été supprimés en octobre avec la fermeture d'une usine en Irlande.**

Selon sa direction, l'effondrement du marché russe serait responsable de la baisse de son chiffre d'affaires et de ces licenciements. La crise russe a bon dos car Moulinex n'a pas attendu cette crise pour licencier et imposer des sacrifices aux salariés. Depuis 1996, de «plan social» en «plan social», la direction a supprimé 1 336 emplois en France. Et pourtant, durant toutes ces années, Moulinex n'a cessé de faire des bénéfices. Rien que l'an passé, ses bénéfices nets se sont élevés à 203 millions de francs! Et si cette année, les prévisions sont

un peu à la baisse, c'est que Moulinex entend mettre 250 millions de côté, à titre de provisions pour la crise russe et, sans doute, pour opérer des rapprochements avec d'autres groupes électroménagers comme le souhaite Blayau. Quoi qu'il en soit, selon le journal financier *la Tribune*, «Moulinex, table toujours, en 2001, sans reprise russe, sur des profits de l'ordre de 500 à 600 millions de francs».

Non seulement le groupe n'a donc jamais cessé de faire des bénéfices, mais ceux-ci vont encore augmenter. Voilà la vraie

raison des licenciements: toujours plus de productivité, toujours plus d'exploitation pour toujours plus de profits! Le PDG de Moulinex le dit d'ailleurs: «Les gains de productivité doivent être permanents», tout en avouant que ces dernières années, la productivité dans son groupe a augmenté de 25%.

Et aussi scandaleux, c'est sans doute qu'il a bénéficié des fonds publics pour réaliser ces plans sociaux. En effet, après avoir annoncé la suppression de 2 600 emplois, dont 2 100 en France, en janvier 1997, Moulinex signait avec les syndicats, sauf la CGT, un accord Robien. La direction renonçait alors à licencier 750 personnes. En échange de ce pseudo-sauvetage et d'une baisse du temps de travail à 33 heures en moyenne, Blayau imposait une baisse des salaires, une mobilité entre

les différents sites et la flexibilité pour tout le monde. Les salariés, depuis cette date, peuvent travailler, en période haute, jusqu'à 10 heures par jour et jusqu'à 46 heures par semaine. Selon le bon vouloir des directions locales, ils peuvent travailler aussi les samedis et les dimanches.

Et en vertu de cette loi Robien, la direction de Moulinex bénéficie de l'exonération de charges sociales sur les 750 emplois «maintenus» pendant sept ans. Cette mesure coûtera près d'un milliard de francs à la collectivité, mais en contrepartie, l'entreprise n'était tenue de maintenir ces emplois que pendant... deux ans. Et cela n'a pas raté: deux ans, jour pour jour, après l'accord, Moulinex licencie à nouveau!

Ainsi, la collectivité paye deux fois, pour l'emploi et pour le chômage! Pas étonnant que

Blayau soit un chaud partisan de la loi Robien et des 35 heures sauce Aubry qui n'en est que la continuation.

Ce sinistre détournement de fonds publics, avec la complicité des gouvernements Juppé puis Jospin, sur le dos des travailleurs de Moulinex et des contribuables est écoeurant. Mais il est significatif de l'hypocrisie des prétendues «politiques pour l'emploi» qui ne sont que subventions à peine déguisées aux capitalistes et aux licenciés. La seule mesure raisonnable à prendre dans ce cas, c'est de stopper les subventions publiques à Moulinex, de l'obliger à rembourser l'argent volé à la collectivité sous prétexte de sauver des emplois et à prélever dans ses bénéfices, passés comme à venir, pour maintenir l'emploi et les salaires.

**Christian BERNAC**



Réunion des salariés à la porte de l'usine.

## De Carbon Andé (Eure)

# LES TRAVAILLEURS ONT MARQUÉ DES POINTS

De Carbon à Andé est une entreprise qui fabrique des amortisseurs, entre autres pour Renault. Cette entreprise fait partie du groupe Delphi qui est une filiale de General Motors, et comptait 628 salariés. La direction a prétexté la perte de certains marchés avec Renault pour annoncer le 7 octobre 1998 un plan social qui menaçait 147 emplois.

Dès l'annonce de ce plan, les délégués ont essayé toutes les voies possibles - à la fois les voies judiciaires et les mobilisations des travailleurs - pour retarder la mise en œuvre du plan et tenter d'imposer un «zéro licenciement».

Pour cela ils ont interpellé les élus, dont les élus de Lutte Ouvrière au Conseil régional. Ils ont organisé des opérations «péages gratuits», ainsi que des manifestations, en appelant les entreprises alentour à les rejoindre. Un samedi matin, les travailleurs ont aussi fait un piquet à une centaine aux portes de l'entreprise pour dénoncer la direction qui, dans le même temps, avait recours aux heures supplémentaires.

Le 26 novembre, une journée «usine morte» a été organisée. Jusqu'alors les seuls débrayages qui avaient lieu étaient faits pour

permettre d'assister aux assemblées générales. Mais ce jour-là, 300 travailleurs de De Carbon sont montés à Villepinte (93) pour demander des comptes aux grands pontes.

Moyennant une mesure de réduction du temps de travail, la direction a annoncé qu'elle sauvait 40 emplois.

Samedi 16 janvier, les travailleurs de De Carbon organisaient une nouvelle opération «péage gratuit» pour rappeler que tout n'était pas réglé, et ils décidèrent de bloquer les portes de l'usine à partir du mercredi à 4 heures du matin pour exiger de la direction que la prime de licenciement soit de 250 000 F alors qu'elle était fixée par le plan social à 80 000 F.

Après deux jours de blocage, la direction a lâché un minimum de 60 000 F pour les travailleurs qui partent en préretraite et 140 000 F de prime de licenciement, les départs devant se faire au volontariat et non selon le bon vouloir de la direction.

Tout le monde s'attend à devoir repasser à l'action dans peu de temps. Néanmoins le fait d'avoir imposé de meilleures conditions de départ pour les volontaires est ressenti par tous comme quelque chose de positif qui n'aurait pas été obtenu sans les mobilisations des six derniers mois.

## Michelin Cholet (Maine et Loire)

# NOUVEAU REVERS POUR LA DIRECTION

Michelin doit payer 81 000 F à chacun des six jeunes CDD licenciés après la grève de mai contre le travail du dimanche. Fin septembre, malgré une ordonnance de référé prud'homal qui condamnait la direction à payer les salaires depuis juin 1998 et à réintégrer les jeunes immédiatement sous peine d'astreinte, celle-ci refusait de s'exécuter.

Début octobre, la direction payait seulement les salaires de juin à septembre. Mais en prétextant qu'elle faisait appel du jugement, elle prétendait qu'elle n'avait ni à réintégrer ni à payer l'astreinte. L'avocat de la direction a même déclaré au juge d'assignation des peines, le jour de l'audience, que si Michelin donnait de l'argent aux jeunes, ceux-ci ne pourraient pas rembourser plus tard, quand le patron gagnerait en appel.

Michelin avait choisi une nouvelle fois l'épreuve de force et refusait d'appliquer un jugement qui ne lui convenait pas. La direction préférerait prendre le risque d'avoir à payer plutôt que reprendre les jeunes pour

3 mois: les contrats se terminant en janvier 1999 n'auraient pas été renouvelés.

Cette politique s'est retournée contre Michelin. Le tribunal d'instance a ordonné le paiement de l'astreinte de 1 000 F par jour de retard du 29 septembre inclus au 18 décembre inclus, jour de l'audience. Ce jugement est exécutoire et assorti d'une nouvelle astreinte par jour de retard dans le règlement.

L'ensemble des travailleurs a accueilli ce jugement avec satisfaction. Quant aux cadres qui voulaient virer les grévistes l'année dernière, ils seront désormais peut-être moins arrogants.

En ce qui concerne un jeune intérimaire, licencié pour fait de grève également, les Prud'hommes se prononceront le 2 février.

Par ailleurs, le ministère du Travail n'a pas donné suite au recours de Michelin qui demandait l'annulation de la décision de l'inspection du travail de Cholet qui avait refusé le licenciement d'un délégué en août et la direction de l'usine avait dû le réintégrer.

**Correspondant LO**

# Meeting LO-LCR à Quimper

Le premier meeting commun de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire, dans le cadre de la campagne pour la liste conduite conjointement par Arlette Laguiller et Alain Krivine, s'est tenu le mardi 26 mars à Quimper.

Alain Krivine et Arlette Laguiller se sont adressés aux 400 personnes, attentives et chaleureuses, qui remplissaient la salle du Chapeau rouge... Nous publions quelques extraits de l'intervention d'Arlette Laguiller.

« Travailleuses, travailleurs, camarades et amis, [...] Nous croyons que de plus en plus nombreux sont les travailleurs, les chômeurs, les jeunes qui ont pris conscience de ce que le programme de l'extrême gauche est le seul qui prenne en compte les intérêts fondamentaux des travailleurs, qu'ils soient en activité, qu'ils soient privés d'emploi ou que ce soient des travailleurs en retraite.

Par notre liste, nous souhaitons offrir à tous le moyen de s'exprimer clairement et radicalement aussi bien sur l'Europe que sur la politique menée par le gouvernement.

La liste LO-LCR sera la seule qui permettra à toutes celles et tous ceux qui sont les adversaires déterminés de la droite et de l'extrême droite et qui rejettent en même temps la politique antiouvrière du gouvernement de la gauche plurielle, d'exprimer leur opinion sans ambiguïté. [...]

Certains journalistes [...] affirment que notre liste veut

prendre des voix au Parti Communiste. Eh bien, non, pas du tout! Il y a sûrement des électeurs du Parti Communiste, mécontents de la politique de Hue, qui voteront pour notre liste. Mais ce que je souhaite, c'est que notre liste récupère surtout le vote de tous ceux que la politique de la direction du Parti Communiste a poussés à la résignation.

Je rappelle qu'avant que la direction du Parti Communiste ne s'engage dans la désastreuse politique de l'Union de la gauche et avant qu'elle n'accepte le rôle de cinquième roue du carrosse gouvernemental socialiste sous Mitterrand, l'électorat communiste représentait plus de 20% des électeurs. Eh bien, ce que je souhaite, c'est reconquérir cette majorité de l'électorat communiste qui a été détournée par le Parti Socialiste à son profit au fil des ans.

Alors, faire baisser les voix du PC? Non! Le dépasser sur le plan électoral, peut-être s'il continue sa politique

suicidaire, mais pas en augmentant nos voix à son détriment car ce n'est pas notre souci essentiel. Nous voulons certes obtenir plus de voix encore que précédemment. Mais si, en même temps, plus de voix se portent sur la liste du PC, nous n'en serons pas mécontents. Car une augmentation importante de notre score, ajoutée au maintien ou même à une augmentation de celui du PCF, serait l'expression d'une radicalisation de l'opinion populaire, et interprétée comme telle par Jospin et par le grand patronat, malgré la participation du PC au gouvernement. [...]

J'ai souvent dit – et pas seulement dans cette campagne électorale – que nous ne sommes pas les adversaires des militants du Parti Communiste, mais nous sommes les adversaires résolu de la politique de sa direction de soutien à un gouvernement qui se prétend de gauche mais mène une poli-

**Réunion publique**  
Lutte Ouvrière - Ligue Communiste Révolutionnaire  
**Ensemble**  
**contre les licenciements**  
**le chômage et la misère**  
avec  
  
**Arlette LAGUILLER et Alain KRIVINE**  
**Mardi 26 janvier à 20 h 30**  
**QUIMPER**  
**Salle des fêtes du Chapeau Rouge**  
**1, rue de Paradis**  
entrée libre

tique antiouvrière et, sur bien des points, réactionnaire.

Une progression réelle, importante de notre liste serait la démonstration qu'une autre politique est possible pour le Parti Communiste si ses dirigeants le voulaient. Et qu'une politique qui consisterait à exprimer les aspirations à défendre les intérêts réels des travailleurs ne le conduirait pas à l'isolement. Bien au contraire!

Alors, oui, il faut que la liste Lutte Ouvrière-Ligue Communiste Révolutionnaire

progressive. Ce sera la démonstration de ce que la politique radicale opposant clairement les intérêts des travailleurs à ceux du patronat rencontre un écho croissant dans la population et parmi les travailleurs.

[...] Ce sera peut-être, je l'espère, le signe avant-coureur de ce que la colère des travailleurs, qu'ils aient un emploi ou qu'ils soient des travailleurs privés d'emploi, est en train de mûrir et qu'elle est prête à éclater autrement que dans une expression électorale. [...]

## Allemagne

## Face au lobby nucléaire

# LES VERTS CHOISISSENT DE RESTER AU GOUVERNEMENT

Le chancelier social-démocrate Schröder a décidé de reporter son projet de loi concernant l'abandon du nucléaire civil. Théoriquement pour trois semaines, mais en réalité il n'entend pas s'opposer aux industriels allemands de l'électricité qui ont fait connaître leurs exigences. Ce recul par rapport au programme de la coalition gouvernementale rose-vert a déclenché une mini crise de nerfs de ses partenaires, les Verts allemands.

Les patrons allemands ont déclaré qu'ils n'avaient rien contre l'abandon du nucléaire sur le long terme, et même le

très long terme puisqu'ils ne sont que pour le report des dates de fermeture. Dans l'immédiat ils s'opposent à l'abandon du retraitement du combustible irradié, annoncé pour l'an 2000 par le ministre de l'Environnement, Trittin, un Vert.

En France se pose le problème de l'indemnisation des entreprises effectuant cette opération, comme la Cogema. Schröder s'est prononcé, pour l'instant, contre toute indemnisation. Et, selon lui, les Verts aussi puisque c'est ce que prévoyait leur accord (mais cela met nos Verts locaux dans l'embarras). Les patrons allemands

sont pour continuer encore cinq ans à utiliser ce système de retraitement en France et en Grande-Bretagne, car il leur garantit le fonctionnement des centrales. En effet, les centrales ne peuvent fonctionner que si les déchets sont éliminés au cours des six années suivantes.

D'ici cinq ans, ils verront si l'État allemand est en mesure d'assurer l'acheminement d'une centaine de convois de combustible usé par an vers des sites allemands, un projet difficile à mettre en œuvre vu l'opposition existant contre ces convois.

Schröder, qui est là pour servir d'abord les trusts, n'a pas

d'autres choix que d'en passer par leurs conditions. Il cherche à se consoler, ou plutôt à consoler l'opinion populaire, en disant qu'il bénéficiera – peut-être – en échange d'un peu de coopération du patronat pour donner un semblant de réponse au chômage grandissant. Mais rien ne le garantit.

Le ministre de l'Environnement, un Vert, a très mal pris cette dérobade et aussitôt accusé Schröder d'avoir rompu la coalition gouvernementale. Trittin avait déjà dû accepter en décembre de réviser à la baisse son projet. Mais de recul en recul, les Verts allemands se

retrouvent dans l'inconfortable position, qui consiste à choisir entre les promesses électorales ou la solidarité gouvernementale. C'est la loi du genre que les Verts ont tacitement acceptée, même quand ils lèvent les bras au ciel.

Leur choix a été vite fait. À la sortie de la réunion de « crise » tenue par les Verts, la colère de Trittin était devenue une « opinion personnelle ». Les Verts indiquaient ainsi que, malgré le coup de canif donné dans le contrat, il n'était pas question pour eux de quitter le gouvernement.

Jacques FONTENOY

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

## TRIBUNE

# LE GOUVERNEMENT JOSPIN COMPLICE DU CARNAGE EN AFRIQUE

Il y a seulement quelques semaines s'achevait la comédie du sommet franco-africain du Louvre, couronné par la proclamation d'un « accord vers le cessez-le-feu » au Congo. L'encre avait à peine séché qu'à nouveau la guerre faisait rage, non seulement en République Démocratique du Congo (RDC) mais aussi au Congo-Brazzaville, au Sierra Leone et en Angola.

Le sommet du Louvre, rassemblant 49 pays africains sur 53, a fourni à l'impérialisme français, après les revers subis depuis 1994 au Rwanda et au Zaïre, l'occasion d'« une revanche éclatante sur ceux qui avaient déjà enterré la politique africaine (de la France) au profit de l'arrivée triomphante des Américains », selon un diplomate cité par *L'Humanité*. On a les revanches qu'on peut !

Dans l'ex-Zaïre, Kabila qui naguère reprochait à Paris sa complicité criminelle avec le Maréchal Mobutu, a renoué avec la France qui a contribué à réunir autour de lui une coalition militaire hétéroclite afin d'endiguer la rébellion soutenue par le Rwanda et l'Ouganda. Les barbouzes tricolores sont de nouveau (ou toujours) à l'œuvre dans ce pays comme le confirme la présence d'un corps expéditionnaire tchadien, véritable troupe supplétive de l'armée française, aux côtés des forces de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie. Sans compter 10 000 à 20 000 membres des milices génocidaires rwandaises Interahamwe : Kabila reprend d'ailleurs à son compte le discours raciste du Hutu Power.

L'implication des impérialismes, dont l'impérialisme français, explique l'ampleur des moyens militaires déployés : l'Ouganda consacre 1,5 % de son PIB à la guerre tandis que le Zimbabwe, dont les chasseurs-bombardiers pilonnent les villes contrôlées par la rébellion, vient d'avouer au FMI et à la Banque Mondiale que le coût quotidien des opérations en République Démocratique du Congo atteignait 885 000 dollars, financés par un pays étranger non identifié... Selon la *Lettre du Continent* du 19.11.98 (publication spécialisée dans l'actualité africaine) : « Les officiers zimbabwéens sont venus ces dernières semaines faire moult emplettes dans les officines françaises d'armement ».

La responsabilité française est engagée aussi au Sierra Leone, où la guérilla de Foday Sankoh, qui vient de perdre Freetown, est à l'origine une filiale du mouvement militaro-mafieux de Charles Taylor qui sévit au Libéria. Ce seigneur de la guerre se propulsa en 1989 avec la complicité active de la France, du Burkina-Faso et de la Côte d'Ivoire qu'il utilisa comme base arrière, et six années durant, il mit le Libéria à feu et à sang, causant 150 000 morts et au bas mot 500 000 réfugiés, pour un pays de 2,5 millions d'habitants. Au cours du conflit, Taylor signa de juteux contrats d'exportation, avec les diamantaires belges comme avec l'industrie française (en particulier la SOLLAC, filiale d'USINOR-SACILOR, acheteuse régulière du fer des monts Nimba). Il finit par s'imposer comme président voilà dix-huit mois, tout en poursuivant son brigandage sur le territoire voisin du Sierra Leone, attirant surtout pour ses gisements diamantifères, sous couvert d'un « Front Révolutionnaire Uni » (RUF), véritable armée de mercenaires d'horizons variés.

Que la France porte une écrasante responsabilité dans l'embrasement de ces deux petits pays n'empêche pas les accointances avec le Nigeria dont les troupes, sous la bannière de la force d'interposition d'Afrique de l'Ouest (Ecomog), combattent le RUF. Les liens entre Paris et la junte nigériane se sont réchauffés depuis quelques années, au point que l'ex-colonel Ojukwu, ancien leader francophile de la sécession du Biafra, réprimée par le pouvoir central, est revenu aux affaires. Le 24 novembre dernier se tenait d'ailleurs au Ritz un vaste sommet d'affaires franco-nigériane. La diplomatie française a coutume de maintenir deux fers au feu.

Un autre théâtre d'opérations militaires d'envergure est aujourd'hui l'Angola. Elf y talonne la compagnie pétrolière américaine Chevron et, après le passage de Chirac à Luanda l'an dernier, la compagnie française s'est vu attribuer d'alléchantes concessions en eau profonde. Elf a ainsi apporté les crédits militaires nécessaires au président Dos Santos, lequel se permet également de réclamer publiquement à la France des hélicoptères de combat (*Lettre du Continent*, du 03-12-98). Cela n'exclut pas que Paris entretienne également des relations avec l'UNITA, comme à l'époque de la précédente guerre civile où Elf finançait les deux camps, MPLA et UNITA, comme l'a confessé Loïc Le Floch-Prigent à *L'Express*.

L'armée angolaise se retrouve au coude à coude avec l'impérialisme français en République Démocratique du Congo mais aussi au Congo-Brazzaville pour défendre le régime de Sassou N'guesso. Un régime branlant malgré les conseils prodigués au dictateur par Jacques Attali, les financements du Crédit Agricole et l'escouade d'officiers français qui cherchent à faire des cobras une troupe régulière.

Par ailleurs, l'armée française prête sa logistique au pouvoir djiboutien qui œuvre à l'extermination des populations Afars. La France a cautionné les derniers trucages électoraux au Centrafrique, au Gabon, au Burkina, en Guinée et au Togo. Qu'il y ait un voile de mensonges sur le rôle de la France dans le génocide rwandais de 1994.

Les rivalités entre rapaces impérialistes (en l'occurrence aujourd'hui surtout américain, anglais et français) creusent la misère du continent africain et arment les vraies guerres que la misère engendre.

Le gouvernement Jospin poursuit la politique sanglante de ses prédécesseurs. A l'occasion, *L'Humanité* s'indigne et proteste. A l'occasion, les Verts réclament une politique plus transparente ! Ce qui n'empêche pas le ministre Gayssot (parmi d'autres) de deviser en privé avec Sassou N'guesso à l'Hotel Bristol tandis que cobras et soldats angolais commettent les pires atrocités à Brazzaville. Ce qui n'empêche pas la ministre Voynet d'aller en réception officielle chez le dictateur Abdou Diouf tandis que l'armée sénégalaise vient à peine d'écraser la Guinée-Bissau avec le soutien militaire massif de Paris.

La gauche gouvernementale aide au sale boulot de l'exploitation et du ravage d'un continent, pour le compte d'une poignée d'intérêts privés, les Pinault, Bouygues, Bolloré et consorts.

Tout cela se paiera un jour.

J. F.

## Syndicats

### 46<sup>e</sup> Congrès de la CGT

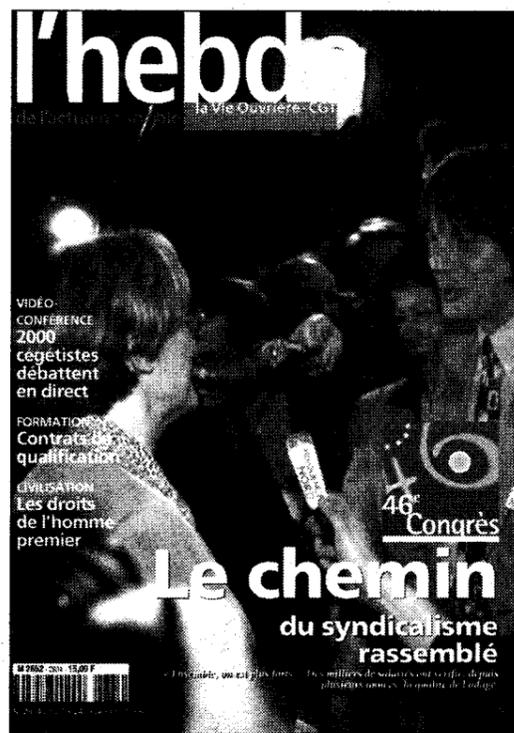
# S'ALIGNER SUR LA CFDT OU DÉFENDRE LE MONDE DU TRAVAIL ?

Samedi 31 janvier, à Strasbourg, va s'ouvrir le 46<sup>e</sup> Congrès de la CGT. Si la grande presse en parle peu, la situation n'est guère différente... à l'intérieur de la CGT, en tout cas pour des milliers de syndiqués qui n'ont pas eu à se prononcer sur les orientations du congrès.

Dans bien des sections syndicales, le document préparatoire au congrès a été distribué sans qu'en soit organisée la discussion. A l'occasion de ce congrès que la direction de la CGT présente comme celui d'un changement, il eût été normal de faire se prononcer les syndiqués qui, dans les entreprises, font exister et vivre la CGT. Cela ne s'est pas fait partout, loin de là. Non pas qu'il n'y ait pas eu de débats, voire d'opposition aux orientations annoncées – rapprochement de fait avec les positions de la CFDT, adhésion à la Confédération Européenne des Syndicats dont fait partie la CFDT, inflexion marquée vers un syndicalisme dit de « proposition », disons plutôt de concertation pour ne pas dire de collaboration –, mais tout s'est passé comme si on avait voulu limiter la discussion à l'appareil syndical.

Cela n'a cependant pas empêché des syndiqués d'exprimer leur inquiétude et leur mécontentement face à ce que prépare leur direction. Un certain nombre de syndiqués a relevé que le document préparatoire au congrès ne comportait aucun bilan d'activité de la confédération. Une première censée être un « signe de changement », dit la direction. Mais un changement dans quel sens ? N'est-ce pas plutôt un moyen pour ne pas avoir à se prononcer sur la politique menée depuis un an et demi par le gouvernement ? En tout cas, ce gouvernement n'est jamais pointé du doigt dans le fameux document. Nulle part n'est mise explicitement en cause sa volonté de ne heurter en rien le grand patronat et même de l'aider à continuer à mener l'offensive contre la classe ouvrière.

Le document préparatoire invoque beaucoup le mouvement de novembre-décembre 1995 contre le Plan Juppé. Si ce mouvement était, comme l'a déclaré Bernard Thibault (futur secrétaire général de la CGT) à *L'Humanité Hebdo* du 7 janvier, « porteur à la fois de la forte contestation d'un projet gouvernemental – la réforme de la Sécurité sociale – et d'aspirations à plus de justice sociale », le même Thibault se garde bien d'expliquer que l'actuel gouvernement de gauche poursuit la même politique que son prédécesseur de droite, une politique que les syndiqués CGT doivent combattre quotidiennement. Et, soit dit en passant, il s'abstient aussi de rappeler le soutien de la CFDT au Plan Juppé, que la CGT contestait en 1995. Au contraire, il a le front de présenter le rapprochement avec la CFDT comme l'incarnation du « "Tous ensemble", mot d'ordre phare de 1995 » écrit



*L'Humanité* du 26 janvier ! « Nous mettons l'accent sur l'unité, sur la nécessité de construire [...] le syndicalisme rassemble », a déclaré Bernard Thibault à *L'Humanité Hebdo*, « la rencontre avec la CFDT (participe) de cette volonté ». Pourtant, bien des militants de la CGT savent que la CFDT n'a rien renié de son soutien à Juppé...

Quand, à propos de sa signature à EDF-GDF sur les 35 heures, Thibault déclare que la CGT peut « avancer un stylo à la main », où est « l'avancée » alors qu'il s'agit d'un nouveau recul pour les travailleurs !

La CGT seule serait isolée et trop faible, explique sa direction. Pourtant, avec ses forces actuelles, on l'a encore vu lors du mouvement des chômeurs, elle a été assez forte pour se faire entendre, pour faire avancer les choses, comme à Marseille. Aurait-elle dû calquer sa politique sur des centrales qui se désintéressaient du sort des chômeurs pour ne pas gêner ce gouvernement ?

Les travailleurs qui adhèrent à la CGT auraient pu choisir d'autres syndicats. S'ils ne l'ont pas fait, c'est que la CGT a une image différente, plus radicale, plus marquée d'organisation luttant contre le patronat et ses méthodes. L'image d'« un syndicat de proposition » que la direction de la CGT veut promouvoir, la pratique du « stylo à la main » dont elle se vante, les travailleurs n'ont rien à y gagner. Cela aboutirait à la disparition de ce qui fait la spécificité de la CGT.

La force de la CGT, ce sont ses dizaines de milliers de militants, ses encore plus nombreux syndiqués et électeurs dans les entreprises. Et, quoi que décide le 46<sup>e</sup> Congrès, il n'est écrit nulle part que l'on puisse biffer d'un trait de stylo les traditions de luttes, la défense des intérêts de millions de travailleurs qui se reconnaissent de près ou de loin dans ce qu'est la CGT.

Pierre LAFFITTE



Le petit singe le gros.

## DEUX FRONT NATIONAL, UN MÊME DANGER

Mégret a tenu le week-end des 23-24 janvier à Marignane le premier congrès de son Front National à lui, baptisé Mouvement National. Il semble, du moins il le dit et la presse lui emboîte le pas, qu'il ait réussi à rallier une partie de l'appareil du Front National. Désormais, il y aura donc deux partis s'affichant nettement à l'extrême droite, et dans l'immédiat deux listes pour les prochaines élections européennes. Les hommes qui sont à la tête des deux avatars du FN ne se différencient en rien pour ce qui est de défendre ouvertement des idées racistes et xénophobes. Ils sont simplement en compétition.

Peut-être le déballage de linge sale qui a accompagné cette rupture entre « César » et « Brutus » écartera-t-il de l'un et de l'autre un certain nombre de leurs électeurs. Après tout, si certains croyaient vraiment que leurs chefs avaient « les mains propres », ils auront pu voir à cette occasion qu'ils se souciaient bien davantage de leurs carrières que d'idées, fussent-elles nauséabondes. Mais ce n'est même pas certain, et de toute façon, à une ou à deux têtes, l'extrême droite reste toujours aussi dangereuse. Ce danger réside dans l'existence, depuis maintenant quinze ans, d'une masse de plusieurs millions de personnes, la plupart issues de la droite dite classique ou républicaine, une partie issue d'une fraction de la population qui votait à gauche, écœurée par les partis qui se sont succédé au pouvoir, et les rendant responsables de la situation. Plusieurs millions de personnes sont aujourd'hui réceptives, dans tous les domaines, aux idées les plus réac-

tionnaires, et pourraient servir demain, si la situation des couches populaires s'aggravait encore, de troupes pour s'en prendre violemment à la classe ouvrière et à ses organisations. Qui en prendrait alors la tête? Le Pen, Mégret, un troisième individu qui les doublerait sur le terrain de la démagogie raciste et antiouvrière? Tout est possible. Mais on peut être certain que l'existence de cet électorat réactionnaire ne manquera pas de susciter les vocations si jamais la situation fait qu'il y a une place à prendre de ce côté. Et dès maintenant, unie ou divisée, elle pèse sur toute la vie politique, et sur les positions de nombre de politiciens de droite mais aussi de gauche, en particulier en ce qui concerne les questions liées à l'immigration et à la sécurité.

Tant que les raisons qui ont permis à l'extrême droite de prospérer subsisteront, le danger sera présent, alimenté par le chômage, la misère, conforté par les scandales et les compromissions des politiciens de tous bords. Seule une politique qui n'hésite pas à combattre réellement le chômage, c'est-à-dire à s'en prendre aux profits accumulés par le patronat, peut détourner durablement ces millions de personnes de la démagogie d'extrême droite. Seule une politique radicale pour faire face au faux radicalisme de l'extrême droite peut leur offrir une perspective crédible, donc l'espoir réel, d'en finir avec la misère dans laquelle les partis au pouvoir ont laissé la population laborieuse s'enfoncer depuis des dizaines d'années.

Daniel MESCLA

## Émigration clandestine PRÊT À TOUT POUR FUIR LA MISÈRE

Un adolescent d'une quinzaine d'années a voyagé caché dans le train d'atterrissage d'un Air-bus entre la capitale du Sénégal, Dakar, et Lyon. Contrairement à d'autres clandestins qui ne résistent pas aux conditions d'un tel voyage, lui a survécu au froid (jusqu'à -50°) et à l'altitude (l'avion vole à 9000 mètres) même s'il risque de conserver toute sa vie des séquelles graves. Découvert à l'arrivée, blessé et inconscient, le jeune homme a été transporté à l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon, où il est resté dans le plus grand secret pendant toute une semaine.

Sans doute sous prétexte de ne pas encourager les jeunes Africains à l'imiter pour entrer en France, la police et la justice ont délibérément caché l'existence du jeune homme, qui aurait dû immédiatement bénéficier de la protection due aux mineurs. La direction de l'hôpital a accepté de jouer le jeu du secret et lorsque sa présence a été connue, il a fallu la pression des associations humanitaires pour que le jeune homme soit garanti contre une décision d'expulsion et puisse bénéficier d'une ordonnance de placement, « de six mois maximum » est-il précisé. Selon la loi, il reste expulsable à sa majorité.

Mais les mesures d'expulsion, la brutalité dont les gouvernements d'Europe font preuve pour refouler les émigrés clandestins restent incapables de décourager ceux qui fuient la misère, le dénuement, la guerre, en prenant tous les risques, y compris celui de périr. Le voya-

ge de ce jeune homme en témoigne après bien d'autres : expéditions risquées et parfois mortelles des Maghrébins qui fuient sur des rafiots vers l'île de Lampedusa au large de la Sicile, dans l'espoir de rejoindre par là l'Europe de l'abondance; Albanais qui s'engagent, parfois avec toute leur famille, dans la traversée de l'Adriatique vers les côtes italiennes; Africains et Nord-Africains qui se livrent à des passeurs pour atteindre la côte espagnole, voyagent clandestinement dans des conteneurs ou dans les cales de cargos, subissent tous les dangers et toutes les humiliations avant d'être internés, enfermés, refoulés, expulsés.

Toutes les mesures répressives ne peuvent éviter que des hommes et des femmes tentent de fuir la misère et les massacres qui sévissent dans leurs pays. Les puissances impérialistes européennes les plus riches, et la France au premier rang d'entre elles, sont directement responsables des situations qui poussent ainsi, loin de leurs pays d'origine, des milliers, des centaines de milliers de personnes. Mais de cela, ni Chevènement ni Jospin n'entendent tenir le moindre compte lorsqu'ils maintiennent leur refus indigne et inhumain de régulariser les sans-papiers qui, comme ce jeune homme en provenance du Sénégal, essayent à tout prix, celui de l'insécurité et parfois de leur mort, de trouver ici une vie un peu meilleure.

Lucienne PLAIN

## Centre de rétention de Roissy UN SCANDALE QUI EN CACHE UN AUTRE

Cette fois, ce n'est pas une organisation humanitaire mais le SGP, un syndicat de policiers, qui dénonce la situation « scandaleuse, inhumaine et dégradante » faite aux déboutés du droit d'asile à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle (Val-d'Oise).

Évoquant la situation dans les trois postes de police de l'aéroport, le SGP parle de gens « entassés comme du bétail », leur nombre pouvant atteindre ici, jusqu'à 71 personnes dans des locaux de 40 m<sup>2</sup> et dans un état d'« insalubrité avancée », là, jusqu'à 40 personnes dans 25 m<sup>2</sup>. Ce scandale perdure depuis des mois d'autant que, comme la loi le permet désormais, l'administration peut retenir les personnes refoulées pendant vingt jours, afin de multiplier les démarches d'expulsion.

Ce sinistre état des lieux a d'ailleurs été confirmé par un collectif d'associations humanitaires qui constatait récem-

ment une « nette dégradation des conditions matérielles et sanitaires » ainsi qu'« un allongement continu de la durée de toutes les procédures » dans ce centre de rétention.

De son côté, le ministère de l'Intérieur ne nie pas cette situation, mais en guise de solution, il n'envisage que d'étendre cette « zone d'attente » et d'accélérer le traitement des dossiers. Autant dire que l'examen des demandes d'asile, qui donne déjà lieu à toutes sortes d'arbitraires, risque d'être encore plus expéditif.

Retenir un nombre croissant de personnes avant de les renvoyer dans leurs pays d'origine, des pays où sévit la misère, soumis le plus souvent à des dictatures sanglantes, voilà la seule solution que le gouvernement de Jospin-Chevènement envisage. C'est tout dire sur ce que valent les déclarations de ces politiciens « démocrates » et prétendument de gauche.

R. M.

**Kosovo**

**LA POPULATION  
N'A RIEN  
À ATTENDRE  
DES PUISSANCES  
IMPÉRIALISTES**

Les hommes tués à Racak, au Kosovo, le 15 janvier, étaient-ils des combattants, ou des villageois ayant été massacrés de sang-froid ? Tout est possible : depuis le massacre commis délibérément, comme les bandes de soudards nationalistes en ont déjà tant commis en Croatie et en Bosnie, jusqu'à l'hypothèse d'une mise en scène par les nationalistes albanais, rassemblant les corps d'hommes tués au combat pour faire croire à une tuerie de « civils » et compenser par le scandale sur la scène internationale leur infériorité sur le plan militaire.



Les réfugiés albanais évacués après s'être cachés dans les montagnes.

La thèse d'une telle manipulation, avancée par certains journaux plusieurs jours après, reste pour le moment assez peu étayée, mais on sait que les chefs nationalistes sont capables de faire feu de tout bois ; les chefs du camp « musulman » bosniaque l'ont eux-mêmes montré en leur temps, alors qu'ils étaient en situation de perdants.

Mais la mise en doute du massacre peut être tout autant une méthode de manipulation en faveur du camp nationaliste serbe, en tentant de renvoyer dos à dos, de mettre sur un même plan les méthodes qualifiées de « terroristes » de la résistance nationaliste albanaise de l'UCK (Armée de libération du Kosovo) et celles des forces policières et militaires de Milosevic...

On ne saura peut-être jamais ce qui s'est réellement passé à Racak le 15 janvier, mais il n'en reste pas moins que les victimes dénombrées sont albanaises, quelle que soit la façon dont les forces serbes les ont tuées, et que le régime au pouvoir à Belgrade fait régner au Kosovo sa domination et son oppression sur une population à 90 % albanaise, depuis que Milosevic lui a supprimé son autonomie culturelle et politique datant de l'époque de Tito. Et une répression sans pitié depuis que celle-ci tente de secouer ce joug.

Les dirigeants des puissances impérialistes n'ont pas d'autre politique que de laisser faire Milosevic, de lui laisser le champ libre pour essayer de détruire l'UCK, même quand il

étaie son arrogance à leur propre rencontre comme on vient encore de le voir. Peut-être en viendront-ils tout de même à le menacer d'une intervention militaire de façon sérieuse, quoiqu'ils s'y montrent peu enclins. Mais on peut être certain, en tout cas, qu'une telle intervention ne serait porteuse d'aucun secours, d'aucun espoir réel pour la population albanaise. Qu'elle passe par des bombardements, ou, moins probablement, par une occupation de troupes sur le terrain, elle ne lui apporterait, de toute façon, nullement la garantie d'un avenir débarrassé de l'oppression et de la misère.

Dans le contexte actuel, il s'agirait de contraindre Milosevic à un semblant de négociations avec l'UCK sur un éventuel statut d'autonomie pour le Kosovo. Mais Milosevic déclare ne pas en vouloir – ce serait dans une grande mesure renier l'assise même de son pouvoir –, et l'UCK n'en veut pas non plus, car elle réclame l'indépendance pour le Kosovo, si bien que l'entreprise manque de plus en plus visiblement de crédibilité.

Jusqu'à-là, les puissances impérialistes ont écarté l'hypothèse d'une indépendance du Kosovo comme comportant un trop grand risque de déstabilisation anarchique de toute la région. Pourtant, si on en croit les informations publiées récemment dans la presse, il ne serait pas impossible que les dirigeants américains reconsidèrent cette question. Il est vrai que, en Bosnie, on les a déjà vus

opérer un changement assez spectaculaire, en 1995, lorsqu'ils ont pesé de toute leur puissance pour rééquilibrer le rapport des forces et imposer leur paix sur la base du partage de Dayton entre les trois camps belligérants.

L'avenir dira si les considérations qui peuvent guider les choix du Pentagone et de l'OTAN, la politique intérieure des Etats-Unis, amèneront leurs dirigeants à juger bon de prendre une nouvelle orientation vis-à-vis de la Serbie et du Kosovo, de s'en donner les moyens, tout en s'efforçant de s'assurer le contrôle du processus. Quoi qu'il en soit, pour la majorité de la population du Kosovo, le partage et la paix bosniaques donnent une idée de ce que pourrait être une indépendance concoctée sous la tutelle de l'impérialisme.

Sans doute, dans un Kosovo « indépendant », les habitants albanais n'auraient au moins pas à supporter la discrimination brutale en faveur des habitants serbes. Mais, sur le fond et les racines de leur problème – le

sous-développement, la pauvreté, le manque d'emplois – rien ne serait changé ; dans l'isolement d'un micro-Etat sans ressources, la situation ne pourrait même que s'aggraver (de ce point de vue, un éventuel rattachement à l'Albanie en plein chaos n'offrirait pas plus de perspective). Et, même sur le terrain des libertés, les Kosovars seraient livrés au joug de leurs petits chefs, pas moins durs au peuple, pas moins corrompus, que ceux qui se sont installés à la tête des ghettos nationaux qui forment la Bosnie, par exemple.

Certes, c'est aux peuples eux-mêmes que revient le droit de choisir le cadre, y compris étatique, dans lequel ils souhaitent vivre, et c'est pourquoi la solidarité des révolutionnaires prolétariens va au peuple albanais-kosovar contre l'oppression de l'Etat de Serbie. Mais il n'est pas moins vrai que, dans ce monde dominé par l'impérialisme, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est une formule sans contenu réel.

Christiane LE GUERN

**LES BROCHURES  
DU CERCLE LÉON TROTSKY**

Dernières brochures parues :

- En 1999, l'euro ? Face aux bourgeois qui unifient leurs monnaies, les intérêts communs des travailleurs de toute l'Europe. (N° 78 - exposé du Cercle Léon Trotsky du 24 avril 1998)
- Cent cinquantième de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises : esclavage et capitalisme. (N° 79 - exposé du Cercle Léon Trotsky du 12 juin 1998)
- La crise économique et financière. (N° 80 - exposé du Cercle Léon Trotsky du 13 novembre 1998)

Prix : 10 F –

Envoi contre 12 F en timbres par brochure demandée.

**Jeux  
Olympiques**



Atlantis : Les Coca-JO.

**Sama**

L'actuel patron du CIO, Juan Antonio Samaranch, est le fils de grands bourgeois de l'industrie textile. Cet ex- (et médiocre) boxeur amateur est rentré dans le monde des institutions sportives par l'intermédiaire du hockey sur patins à roulettes, sport populaire dans l'Espagne franquiste d'après-guerre. De 1956 à 1966, il a gravi les échelons de la bureaucratie sportive. Partisan de Franco, il a porté l'uniforme de la Phalange et fait le salut franquiste.

Cela n'empêcha pas Franco

Argentine

# NOUVELLE ARRESTATION D'UN CHEF DE L'EX-JUNTE MILITAIRE

Le général Reynaldo Benito Bignone, responsable de la dernière junte militaire argentine, a été arrêté le 20 janvier dernier à Buenos Aires, dans le cadre d'une enquête sur le rapt de bébés nés en détention pendant la dictature militaire qui a dirigé l'Argentine de 1976 à 1983. C'est le troisième haut gradé de l'armée argentine qui est ainsi placé aux arrêts à son domicile, après le général Videla et l'amiral Massera.

Trois autres responsables de l'armée sont également aux arrêts, tandis que deux officiers de grades inférieurs, l'ancien capitaine de frégate Acosta et le préfet naval Febres ont été placés en prison pour des crimes similaires.

Bignone avait succédé à Galtieri à la tête de la junte au moment de la défaite dans la guerre des Malouines en 1982. C'est sous sa direction qu'avait été organisé ce qu'il est convenu d'appeler le

« retour à la démocratie », qui avait amené l'élection à la présidence du radical Alfonsín.

Cette dictature a mené ce qu'on a appelé une « sale guerre » contre les opposants au régime des militaires. Elle a entraîné la disparition de 30 000 opposants, selon les Mères de la Place de Mai, un sinistre bilan jamais reconnu, ni par l'armée, ni par ses successeurs, les prétendus démocrates Alfonsín et Menem. Ces deux politiciens se sont relayés pour préserver l'armée. La loi du « point final »

(1986) et l'indulgence présidentielle accordée par Menem en 1990 ont mis un point final aux poursuites contre les chefs de l'armée pour la plupart de leurs crimes.

Mais ces mesures juridiques chargées de protéger les militaires conservent quelques failles que les opposants ont su exploiter pour qu'au moins une partie des crimes ne restent pas impunis. C'est ainsi que Bignone est poursuivi, sa responsabilité directe étant engagée, pour sept cas d'arrestations illégales et trois cas de tortures.

Dès 1976, il était, comme la plupart des hauts cadres de l'armée, un chaud partisan d'en finir physiquement avec les opposants.

De 1977 à 1978, il fut l'un des responsables des centres clandestins de tortures du camp militaire Campo de Mayo, qui correspond pour l'armée de terre à ce qu'était l'École de mécanique de la marine (Esma), le centre de torture de la marine. C'est dans ces centres que les enfants des militantes assassinées dans des conditions atroces furent ensuite adoptés par les militaires qui y organisèrent un véritable trafic de bébés.

Ceux qui luttent en Argentine pour faire la lumière sur les crimes de l'armée, les Mères des militants assassinés mais aussi leurs enfants, ont dressé des listes des enfants ainsi placés, parfois chez les tortionnaires directs ou leurs propres collègues, puisqu'appartenir à l'armée était un des critères d'adoption.

Jacques FONTENOY



## PAR ICI LES GROS SOUS

**Le Comité International Olympique, sur la sellette, vient d'exclure quelques-uns de ses membres après en avoir amené à la démission quelques autres, qui auraient touché des pots-de-vin de villes candidates à l'accueil des Jeux Olympiques. Sans rire, Samaranch, qui préside le CIO depuis près de vingt ans, leur reproche d'avoir trahi l'« idéal olympique ». Mais, en attendant, le choix des villes dont on sait pourtant qu'il y a eu trafic d'influence est malgré tout confirmé. C'est la logique du profit mais cela ne va pas contribuer à redorer le blason bien terni du CIO. Quant à Samaranch, il défend son poste.**

Ce que tout le monde pouvait imaginer vient donc d'être dévoilé au grand jour. Les délégués d'un certain nombre de pays auraient touché des pots-de-vin pour favoriser la ville japonaise de Nagano où ont eu lieu les derniers jeux d'hiver, pour le plus grand bien d'un milliardaire japonais ou pour favoriser Sidney et Salt Lake City, les villes qui doivent accueillir les jeux d'été et d'hiver. Il n'y a pas que le lac qui est salé. Le petit coup de pouce financier de ces villes-candidates l'est aussi, puisque l'on parle officiellement de plus de trois milliards de francs.

Le délégué français a déclaré que recevoir des cadeaux était une chose, une autre était d'obtenir de l'argent ! Cela en dit long sur les mœurs en usage dans le monde sportif. On retrouve les pratiques du monde des affaires.

Le fameux idéal olympique cache une affaire de gros sous. La compétition est avant tout un fair-vaioir publicitaire. Et le choix de telle ou telle ville obéit à d'autres impé-

ratifs que la compétition sportive. Que le siège social de Coca-Cola soit situé à Atlanta n'a pas été pour rien dans le choix de la ville qui a accueilli les derniers jeux d'été.

On distribue médailles d'or, d'argent et de bronze sur les podiums, mais derrière le prétexte du sport, ce sont d'abord les promoteurs et les entreprises qui gravitent autour du sport qui font réellement de l'or. Ils laissent (de) l'argent aux principaux compétiteurs dont l'amateurisme n'est plus qu'un très très lointain souvenir. Et, au revers de la médaille olympique, il y a tous les tripatouillages, petits et grands, qui précèdent la désignation des sites, et qui sont mis aujourd'hui sur la place publique, en partie seulement.

Dorénavant, les membres du CIO ne pourront ni visiter les villes candidates ni en recevoir les délégués, vient-on de décréter ! Mais cela n'empêchera nullement, comme de bien entendu, les intérêts financiers ou autres, que l'organisation des jeux dans telle ville ou tel pays intéresse, de trouver la piste des membres influents du CIO, avec des arguments compétitifs à toute épreuve.

Michel ROCCO

## Samaranch, à l'insu de son plein gré

de le congédier en 1970, parce qu'aux Jeux Olympiques de 1968, l'équipe espagnole n'avait pas ramené de médailles. Ce limogeage dans la dernière ligne droite qui allait conduire Franco à la mort s'avéra bénéfique pour le limogé. En 1977, le successeur de Franco, soutenu par tous les partis, Parti Communiste compris, le roi Juan Carlos, lui permit de rebondir en le nommant ambassadeur à Moscou, justement au moment où se préparaient les JO prévus pour 1980.

Il reçut l'aide d'un dénommé Ghelfi, alors patron d'une filiale

d'Adidas, ISL, chargé de rapprocher sport, médias et gros sous (et aujourd'hui mouillé dans l'affaire Elf !). Samaranch s'initia aux charmes du business sportif encore un peu amateur. Cerise sur le gâteau : Samaranch, qui avait contribué aux succès des JO de Moscou, fut élu un peu avant président du CIO.

Sous son impulsion, le monde du sport olympique s'est dégagé de l'emprise des États pour passer directement sous le joug de la finance. En 1981, il mit au point avec le patron d'Adidas une politique économique qui allait inonder le monde

du sport, notamment dans le Tiers Monde, d'équipements, de subsidés... et de pots-de-vin. Le sport olympique devint un business très juteux : les JO de Los Angeles (1984) laissèrent un bénéfice de 1,2 milliard de francs.

L'amateurisme, aussi bien sportif que financier, fut banni des JO. Et les droits de retransmission des JO jusqu'en 2008 ont été achetés 20 milliards de francs par la chaîne américaine NBC. 92 des 114 membres du CIO doivent leur nomination à Samaranch. Les sportifs n'y sont pas les plus nombreux

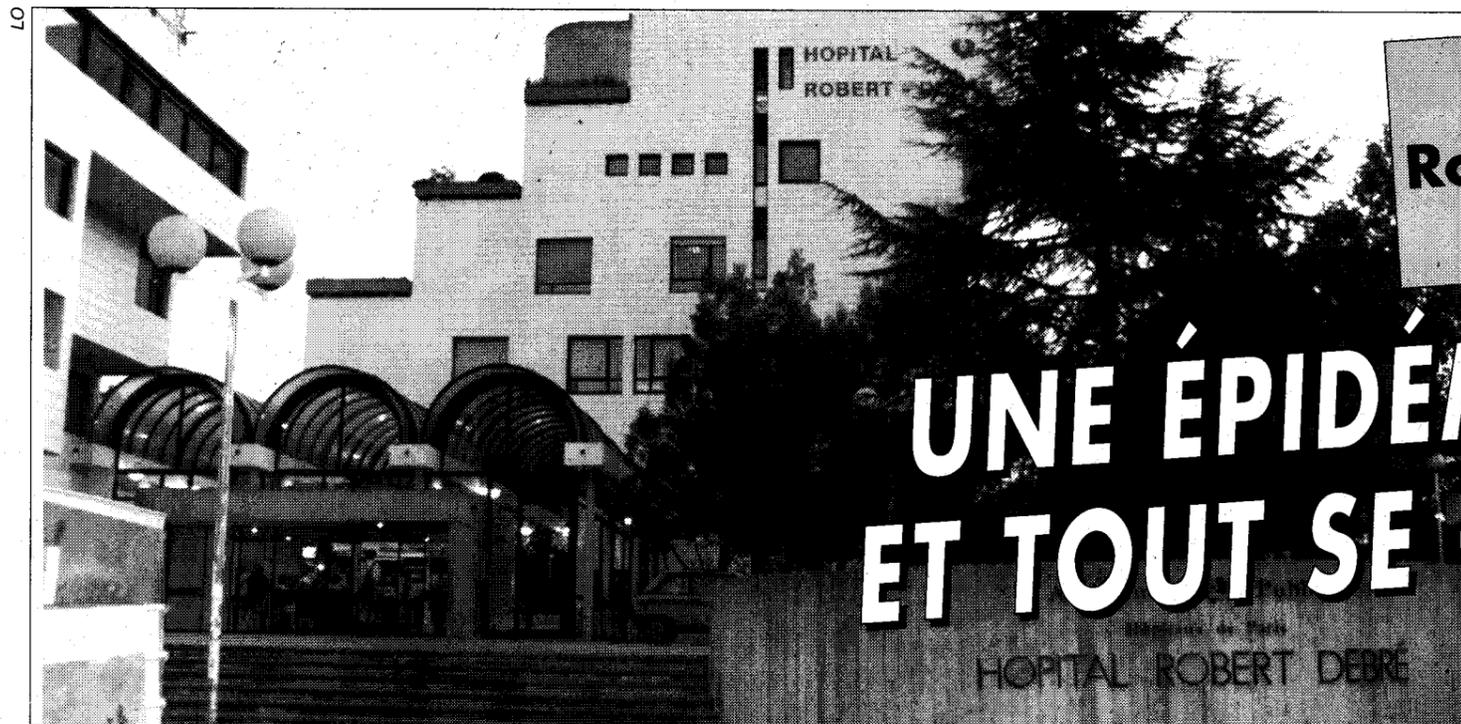
puisque l'on y trouve nombre d'altesses plus ou moins royales, des généraux pas toujours d'opérette et même un ex-agent des services secrets. Samaranch, marquis depuis les JO de Barcelone, est aussi le président de la Caixa, une banque catalane. Agé de 79 ans, il a fait repousser l'âge de la retraite à 80 ans. Il ne doute pas d'y parvenir. Qui pourrait en effet oser lui imputer que, sous son impulsion, les JO sont entrés dans le tourbillon de l'affairisme ouvert ? Les gens sont méchants.

J. F.

### Au sommaire de LUTTE DE CLASSE

n°39 / décembre 1998

- **Privatisations : Gouvernement de droite et de gauche, une continuité au détriment de la collectivité**
  - **Le projet de liste commune LO-LCR pour les élections européennes de 1999 (document)**
  - **Les élus de Lutte Ouvrière dans les Conseils régionaux**
  - **Côte-d'Ivoire La marche inéluctable vers un nouveau régime foncier et sa signification pour les classes laborieuses**
  - **Tribune de la minorité Corée : le gouvernement Kim Dae Jung contre les travailleurs**
- prix 10 F - envoi contre 12 F en timbres



**Hôpital  
Robert-Debré  
(Paris)**

## UNE ÉPIDÉMIE ET TOUT SE GRIPPE

**En cette fin du mois de janvier, l'épidémie de bronchiolite continue de toucher un certain nombre de grandes villes, en particulier Paris et la région parisienne. Cette épidémie dure du mois de novembre au mois de février, et depuis plusieurs années, elle a plutôt tendance à augmenter. Il s'agit d'un virus particulièrement contagieux, qui affecte la respiration des enfants, surtout de moins d'un an, et qui peut être grave pour des enfants de moins de trois mois.**

Cette épidémie est prise en charge par les médecins généralistes et les pédiatres en ville, mais également par les établissements hospitaliers, en particulier l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris, au travers de ses hôpitaux pédiatriques, comme Robert-Debré, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Mais cette épidémie est loin d'être prise en charge correctement.

Ainsi, à Robert-Debré, cette épidémie entraîne un surcroît d'activités très important pour plusieurs services. En effet la direction a fait le choix de disperser les enfants atteints de bronchiolite dans différents services. Un choix qui a plus à voir avec une combine pour embaucher le moins possible plutôt qu'avec une prise en charge correcte des enfants. La direction fait le pari que le service d'accueil palliera s'il

manque quelqu'un. Mais le pari est dangereux, puisque cela revient à installer des enfants contagieux dans des services comme l'orthopédie où les risques d'infection sont du coup aggravés.

La direction embauche du personnel supplémentaire mais à reculons, et dans des conditions qui tiennent du bricolage.

Ainsi elle embauche pour trois mois des médecins contractuels, pas forcément pédiatres, qui découvrent le travail à faire le premier jour sans aucune formation ni réunion préparatoire. Quant au personnel infirmier, il s'agit de personnel intérimaire qui change, parfois même chaque jour.

En ce qui concerne les kinés, quatre contractuels seulement ont été embauchés dont deux pour les urgences, alors que pour des problèmes respiratoires, leur travail est

fondamental.

Quant aux autres catégories de personnel, il n'y a pratiquement pas eu d'embauches supplémentaires : quelques aides-soignantes, pas de secrétaires médicales, pas de personnel en plus dans les labos ou en biberonnerie... Pour le matériel, c'est la même musique : l'année précédente, il n'y avait pas assez de moniteurs cardiaques pour tous les enfants alors qu'ils ont besoin d'une surveillance constante.

Au total, ce serait 67 lits sur l'hôpital qui auraient été destinés aux bronchiolites. Mais comme c'est probablement insuffisant, la direction privilégie l'hospitalisation à domicile créant une cellule spéciale durant cette période, et essaye de faire sortir le plus vite possible les enfants : ce qui pose d'énormes problèmes car bien des enfants du nord-est de Paris vivent en effet dans des conditions trop précaires et insalubres pour l'hospitalisation à domicile.

Aux Urgences, le manque de personnel chronique est particulièrement dramatique en cette période : au total, les Urgences de l'hôpital accueillent en effet près de 65 000 passages par an.

Il faut compter trois à quatre heures d'attente, jusqu'à huit heures à certains moments de la journée : un peu partout des enfants qui toussent, qui crachent sur le voisin, beaucoup d'énervement et, au milieu, c'est une infirmière qui doit faire le tri entre ce qui est urgent et ce qui l'est moins, avec l'incompréhension des parents lorsqu'un enfant passe avant un autre. Robert-Debré est présenté dans les brochures de l'AP-HP comme un hôpital de pointe. Mais aux Urgences, après minuit, il n'y a plus que deux internes de médecine, c'est-à-dire des médecins en formation. Pourtant, depuis 1995, la réglementation impose la présence d'un médecin

24 heures sur 24 aux Urgences, ce qui est bien le moins : cela n'empêche pas la directrice de l'hôpital de gloser sur l'insécurité dans les petits hôpitaux ! Ce surcroît de travail pour le personnel, la direction essaye de nous le faire accepter avec une prime dérisoire de 500 francs : mais le comble, c'est qu'elle ne l'accorde pas à tout le monde, trouvant encore le moyen avec des critères arbitraires d'essayer d'en donner le moins possible et de nous diviser.

La direction se vante souvent de la prise en charge des bronchiolites, mais dans la réalité, elle laisse le personnel se débrouiller.

Correspondant LO

## SANS COMMENTAIRE

Le Monde du 5 janvier a publié quelques extraits d'un débat qui a eu lieu à l'UNESCO. David Heyman, directeur du Groupe des maladies transmissibles à l'Organisation Mondiale de la Santé, y a notamment déclaré : « Des problèmes économiques et sociaux viennent accentuer nos difficultés à enrayer la propagation des maladies infectieuses. Les maladies endémiques comme la tuberculose, le choléra ou le paludisme réapparaissent à la faveur de

la faillite des systèmes de santé. C'est le cas notamment des pays de l'ancienne Union Soviétique où une épidémie de diphtérie est apparue. Le choléra est lui aussi ressurgi au cours des cinq dernières années. Il a pu prendre des dimensions épidémiques, en Amérique latine notamment, à cause de l'insuffisance des systèmes urbains d'assainissement et d'adduction d'eau. »

Luc Montagnier, spécialiste de la recherche contre le sida : « Aujourd'hui, entre 10%

et 30 % de la population africaine sont infectés par le virus du sida et il existe d'énormes inégalités en termes d'accès aux soins. A travers le monde, 10 % seulement des personnes infectées par le virus du sida ont accès aux trithérapies. (traitement efficace mais onéreux) »

A part ça, oublions que les firmes capitalistes de l'industrie pharmaceutique y sont pour quelque chose : vous voudriez qu'elles soignent sans faire de profits ?

## ON N'ARRÊTE PAS LE PROGRÈS

La publicité n'est pas encore partout, mais ça vient. Après la radio, la télé, les panneaux au bord des routes qui cachent même la signalisation routière, voici la pub dans le téléphone.

Il y a des compagnies qui vendent des com-

munications gratuites coupées d'annonces publicitaires. Cela existe en Scandinavie et cela arrive en France.

Et après, quels supports vierges restera-t-il pour la pub ? La vaisselle, le linge de maison, le papier toilette...

## JOSPIN VEUT PRIVATISER

Lors du « Forum de l'Expansion » jeudi dernier, Jospin a déclaré aux patrons présents qu'il était pour la constitution de grands ensembles industriels. Cela exige, dit-il, « des ouvertures de capital des entreprises publiques qui peuvent aboutir à des privatisa-

tions ». En clair, ce gouvernement s'apprête à faire de nouveaux cadeaux aux capitalistes privés en bradant les entreprises publiques.

Ni l'emploi ni les usagers ne s'en porteront mieux. Seuls les actionnaires y trouveront leur compte de profits.

**CHU de Bicêtre**  
Le Kremlin-Bicêtre  
(Val-de-Marne)

# INFECTIONS HOSPITALIÈRES

## ET VIRUS

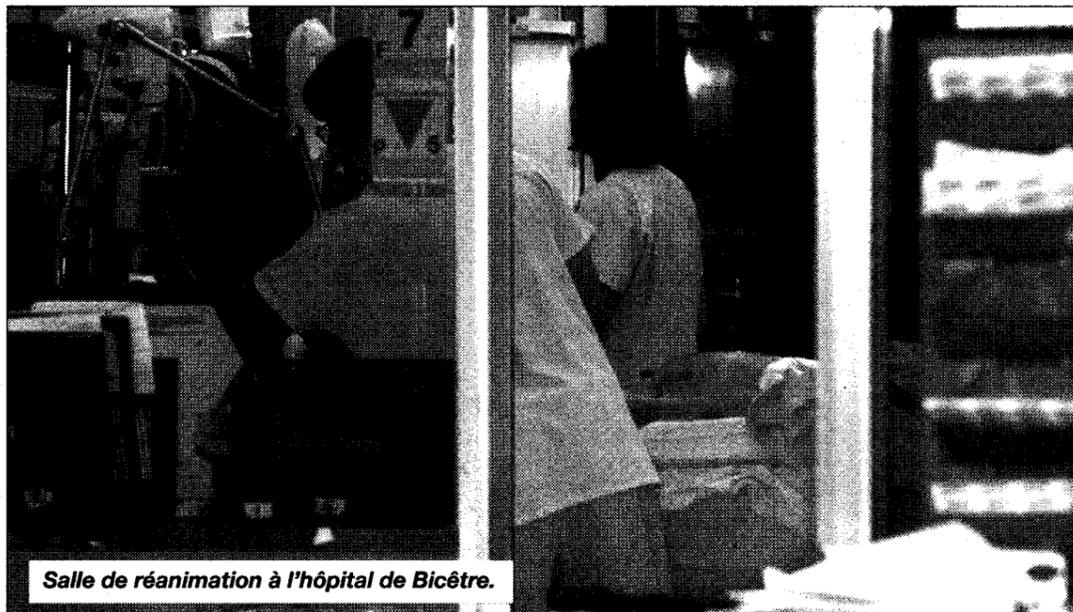
### DES ÉCONOMIES BUDGÉTAIRES

La presse et la télé ont largement évoqué le problème des infections nosocomiales à l'hôpital de Bicêtre, un établissement de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

Cette infection était connue dans l'établissement depuis plusieurs semaines. Elle touchait en effet plusieurs services importants – les réanimations chirurgicale et médicale, l'orthopédie, la néphrologie – et des procédures de désinfection avaient été entamées dans ces différents services.

Une désinfection jugée par beaucoup insuffisante, c'est-à-dire par petits bouts, et sans mesure générale d'isolement des patients contaminés.

Lorsque cette infection a été connue à l'extérieur par l'intermédiaire des médias, la direction de l'hôpital a organisé une confé-



Salle de réanimation à l'hôpital de Bicêtre.

rence de presse. Le ton général des interventions du directeur et des chefs de service était au cynisme fataliste: «*Les patients contaminés par la bactérie étaient déjà mourants*», «*le risque zéro n'existe pas*»...

Des déclarations inacceptables car la direction de l'hôpital et les responsables médicaux ne font pas tout pour réduire le plus possible le risque d'infections à l'hôpital, loin de là!

Il y a d'abord le problème de personnel: pour respecter réellement et complètement les règles d'hygiène, il faut avoir du temps. Et pour avoir du temps, il faut être en nombre suffisant, il faut des effectifs: ainsi, par exemple, l'infirmière qui réalise un pansement est sans cesse dérangée par le téléphone, par un appel venant d'une autre chambre, par un visiteur ou un autre malade qui lui demande un renseignement ou une surveillance qui vient lui parler d'un problème de planning pour le week-end prochain.

On considère qu'en principe, dans un service d'infectieux, une infirmière devrait pouvoir se laver les mains pendant deux heures sur ses huit heures de travail... ce qu'elle n'a jamais le temps de faire.

Il faut aussi du matériel: des gants à usage unique, du papier pour s'essuyer les mains, des lavabos dans toutes les chambres, avec des commandes spécialisées pour ne pas avoir à toucher l'arrivée d'eau, etc. Or pour tout cela, soit cela manque régulièrement, soit même parfois il n'y rien. Sans parler des savons qui attaquent les mains, rendant le lavage de plus en plus douloureux pour le personnel et en même temps plus dangereux: une main crevassée est un nid à germes.

A cela s'ajoute le recours de l'hôpital, depuis plusieurs années, à des sociétés privées de nettoyage, choisies principalement sur les critères de prix: sociétés qui rognent sur les effec-

tifs, le matériel et même sur les détergents et les désinfectants.

Il y a également les pratiques, qui continuent, de stérilisation de matériel à usage unique, souvent pour des raisons budgétaires.

Il y a le problème des travaux dans l'hôpital: récemment encore, des travaux ont eu lieu dans certaines salles du bloc opératoire sans que l'activité soit arrêtée dans les autres salles, ce qui entraîne un risque accru de circulation de germes divers.

Il y a enfin le laxisme d'une partie des responsables médicaux sur les problèmes d'hygiène, aggravé là aussi par les problèmes d'effectifs: fréquemment, des chirurgiens de garde la nuit à l'hôpital enchaînent directement sur une journée d'intervention au bloc opératoire.

Tout cela, la direction de l'hôpital le sait mais le cache et surtout ne fait rien pour le résoudre. Des grands discours moralisateurs à l'intention du personnel sur la nécessité de l'hygiène d'un côté... mais en fait, la direction s'en lave les mains!

La presse a évoqué hypocritement des «*fautes d'hygiène du personnel soignant*».

Or dans ce problème des infections hospitalières, c'est la direction de l'hôpital qui est responsable et coupable. A l'appel de la CGT, 120 personnes de l'hôpital se sont réunies dans le hall du CHU jeudi 21 janvier dernier pour le dire suite à un CHSCT extraordinaire.

Tant que le virus des économies budgétaires continuera de sévir dans les établissements hospitaliers, les infections nosocomiales ont malheureusement un bel avenir...

Correspondant LO

**Hôpital Necker**  
(Paris)

## GRÈVE DE L'ÉQUIPE DE MÉNAGE

Depuis plus de quinze jours, à l'hôpital Necker à Paris, l'équipe de ménage de la société Challancin a cessé le travail. La quasi-totalité des 80 membres présents de l'équipe est en grève pour des négociations sur les salaires (changement de coefficient pour tous), une augmentation de la prime annuelle: de 2500 F aujourd'hui à 4000 F.

Pour le moment, le patron refuse de discuter. Tout ce qu'il a proposé, c'est 100 francs de plus par mois, soit 30 centimes par jour!

La direction de l'hôpital a choisi son camp et comme d'habitude, c'est celui du patron de la société de ménage. Pendant une semaine, alors que les grévistes avaient commencé à faire un service minimum, la direction de l'hôpital a fait venir du personnel intérimaire, une dizaine de personnes, ce qui est illégal.

Depuis le début du conflit, Challancin a envoyé plusieurs

lettres aux grévistes pour les inciter à reprendre le travail et comme cela ne suffisait pas, il fait appeler le personnel par téléphone, n'hésitant pas à proférer des menaces.

Aujourd'hui les grévistes gardent le moral et recueillent un accueil favorable auprès du personnel de l'hôpital. Ils restent déterminés à aller au bout, d'autant qu'ils connaissent les méthodes de Challancin. Ils ont calculé ainsi que Challancin, en ne remplaçant pas le personnel en maladie depuis plusieurs mois (17 personnes en moins) se mettait au moins 250 000 francs par mois dans la poche. La Sécu paye les indemnités journalières aux absents, et Challancin continue de toucher plein pot l'argent de l'hôpital pour un service qu'il n'assure pas.

Tout le monde en est convaincu, Challancin devra payer.

Correspondant LO

**Rhodia**  
**Pont-de-Claix**  
(Isère)  
**ET VOILÀ**  
**LE HIC**

En comptant les travailleurs des entreprises sous-traitantes, les effectifs de la plate-forme chimique du Pont-de-Claix, près de Grenoble, en Isère, sont encore de 1800 salariés. En 1998 ces effectifs ont baissé de 120 personnes, car les départs naturels n'ont pas été remplacés.

Singulièrement, c'est dans ce contexte de baisse des effectifs que la direction de Rhodia, filiale chimique de Rhône-Poulenc, multiplie les contrôles envers les travailleurs. L'an dernier, c'était la mise en place d'un contrôle aux entrées, même pour l'accès à la cantine, qui est pourtant dans l'usine, avec cartes magnétiques et tourniquets. Cette année, la direction voulait instaurer un contrôle de l'alcoolémie par alcootest, pour la majorité des postes de travail qui sont considérés à risques. Ces contrôles devaient commencer à la mi-janvier. Or l'inspection du travail y a mis un coup d'arrêt, en rappelant à l'entrepreneur certaines limites prévues par le Code du Travail. Un procès-verbal a été transmis au Parquet envers la direction de Chloralp, la filiale de Rhodia sur le site, parce qu'elle n'avait pas tenu compte des recommandations de l'inspecteur du travail lors de la modification du règlement intérieur destinée à valider ces contrôles d'alcoolémie.

Le personnel était méfiant envers ces initiatives patronales qui sous-tendaient vraisemblablement des mesures répressives. La consommation d'alcool, avant ou pendant le travail, n'a plus rien à voir avec celle des années cinquante, époque où il se consommait et se vendait ouvertement dans l'usine. Il y a eu, ces dernières années, plus de victimes des maladies liées à la manipulation des produits chimiques que par l'alcoolisme.

Correspondant LO

## Automobile Groupe PSA

### DES RÉSULTATS ÉLECTORAUX QUI CONFIRMENT LE MÉCONTENTEMENT DES TRAVAILLEURS

Les discussions entre la direction du groupe PSA et les syndicats sur l'application de la loi Aubry, la mal nommée «loi des 35 heures» durent depuis quatre mois. Un délai qui a largement mis en évidence que le projet du PDG Jean-Marie Folz, n'allait pas dans le bon sens pour les travailleurs. En effet, il voudrait augmenter la «flexibilité» des travailleurs, diminuant leurs droits et le nombre d'emplois. Et cela s'est traduit dans les résultats aux élections professionnelles qui ont eu lieu dans la plupart des usines du groupe entre décembre 1998 et janvier 1999. Partout, le syndicat patronal, la CSL, qui a soutenu le projet de J-M Folz, enregistre une baisse de ses scores, alors que la CGT elle, a partout augmenté les siens. C'est le seul syndicat qui a radicalement exprimé le sentiment des travailleurs opposés à ce projet de flexibilité.

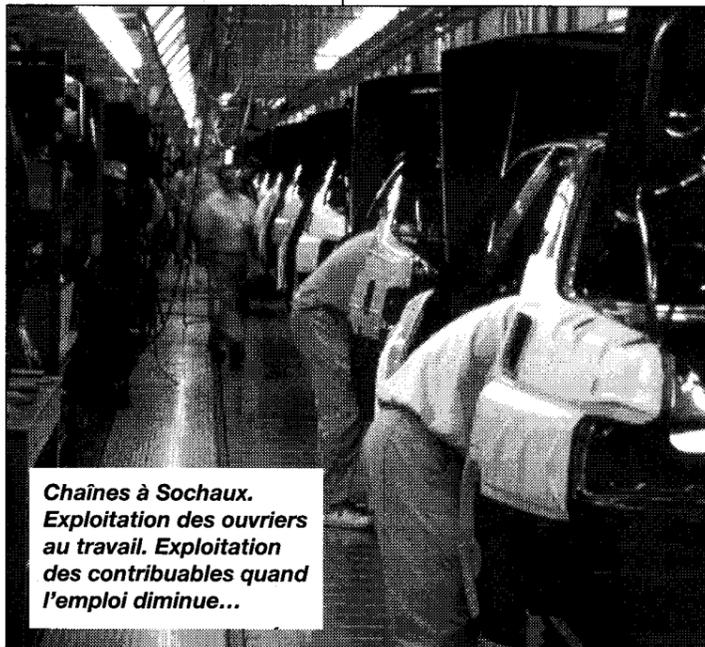
Dans la région parisienne : à Saint-Ouen, sur 420 voix exprimées, la CGT progresse de 6,8 % tandis que la CSL perd 6 %. A Asnières, sur 340 voix exprimées, la hausse de la CGT s'élève à 10 % alors que la baisse de la CSL est de 5 % (FO, aussi pro-accord, baisse de 4 %). A Aulnay-sous-Bois, sur les 3542 votes exprimés, la CGT progresse de 7,8 %, la CSL baisse de 11,5 %.

Dans les deux plus grosses unités de province, la hausse de

la CGT a été à Rennes de 5 % et à Sochaux de 3,5 % ; dans les plus petites unités à Sept-Fons, dans la Loire, de 5 % et à Belchamp dans l'Est, de 9,4 %. Le désaveu du syndicat patronal comme la poussée CGT exprime le refus des travailleurs d'être plus «flexibles» au bon vouloir de la direction. C'est un signe positif pour ceux qui ne veulent pas rester sans réagir face à ce projet.

Ces résultats montrent que le fait de ne pas signer des accords ne repoussent pas les travailleurs des organisations qui adoptent une position ferme. Thibault et d'autres le prétendent aujourd'hui.

Correspondants LO



Chaînes à Sochaux. Exploitation des ouvriers au travail. Exploitation des contribuables quand l'emploi diminue...

## PSA VEUT DES AIDES DU GOUVERNEMENT POUR... SUPPRIMER DES EMPLOIS

Dans l'accord sur les 35 heures que PSA a présenté aux syndicats, le 22 janvier, il serait question de 12 500 départs en préretraites pour les salariés de plus de 57 ans. Le problème de ce groupe, qui n'embauche pratiquement pas depuis des années, est d'obtenir grâce à l'argent des contribuables le financement du «rajeunissement de la pyramide des âges».

En fait l'accord ne prévoit pas les 35 heures, mais 36h45, puisque la direction a décidé d'exclure de son calcul les temps de pause pour ne considérer que «le temps de travail effectif». L'accord prévoit également l'annualisation et la flexibilité, avec «un compte épargne-temps» où seraient comptabilisées les heures supplémentaires – nombreuses. Le travail du samedi, qui est déjà de plus en plus souvent imposé, deviendrait la règle : un samedi tous les quinze jours, avec instauration de semaines de travail de six puis de cinq jours, en

saison «haute», et de quatre et trois jours en saison «basse». Il n'y aurait plus de paiement en heures supplémentaires ni de repos compensateurs, et le bilan de ces heures se ferait... tous les trois ans.

Le projet comporte le maintien du salaire pour les embauchés en place. Mais les nouveaux embauchés seraient désormais payés au salaire effectif, c'est-à-dire 35 heures, ce qui signifie une baisse des salaires.

Un volet particulier concerne le départ en retraite anticipée de 12 500 salariés âgés de 57 ans, dans les cinq ans à venir. Cela fait longtemps que PSA, tout comme son concurrent Renault, cherche un moyen de faire payer le rajeunissement de ses effectifs par l'Etat, ce que le gouvernement Juppé avait refusé en son temps.

Cette promesse de préretraites présente en même temps pour la direction un moyen d'essayer de faire passer la pilule de l'accord auprès des travailleurs les plus anciens.

En contrepartie la direction annonce l'embauche de 8 700 jeunes d'ici cinq ans. Mais c'est seulement 4 200 embauches nouvelles pour compenser les départs anticipés ! 3 000 le seraient au titre de la réduction du temps de travail – au lieu des 4 250 qui seraient nécessaires pour faire face à la baisse d'horaire prévue – et 1 500 le seraient pour faire face à l'augmentation de la production, essentiellement pour créer une nouvelle équipe dans l'usine de Mulhouse, où est fabriquée la 206.

En admettant que le groupe embauche réellement ces 8 700 jeunes, PSA resterait gagnant sur tous les tableaux puisqu'ils pourraient plus facilement faire face aux cadences que des ouvriers plus âgés et pour des salaires en moyenne inférieurs de 25 % à ceux des travailleurs qu'ils remplaceraient.

Reste qu'avec 12 500 départs et 8 700 embauches, le solde serait au bout du compte négatif de 3 800 emplois. En réalité, la réduction d'effectif sera encore beaucoup plus importante, car une bonne partie des nouveaux embauchés sera recrutée parmi les 5 000 intérimaires déjà au travail dans les différentes usines du groupe.

En définitive, le projet de Folz devrait se traduire globalement par 8 800 travailleurs en moins à l'échelle du groupe, ce qui veut dire des cadences et des conditions de travail encore pires que celles qui existent actuellement, et qu'à ce rythme, les jeunes embauchés s'useront plus vite à la tâche.

Mais ce qui préoccupe Folz, c'est de savoir combien l'Etat acceptera de dépenser pour financer ces départs en préretraite. Pourquoi pas, même, ne pas tenter d'en faire payer la totalité par l'UNEDIC, comme cela a déjà été le cas pour certains FNE ailleurs !

Entre PSA et l'Etat, ce sont des discussions de marchands de tapis. Nous ne saurons rien de ces négociations secrètes, mais le groupe PSA risque fort d'obtenir toutes les aides financières qu'il espère, ne serait-ce que dans le cadre de l'accord sur la réduction du temps de travail. De son côté, le gouvernement pourra alors essayer de présenter cet arrangement pour montrer que les «35 heures, ça marche».

Pourtant PSA dispose d'une réserve financière de plusieurs dizaines de milliards de francs, et aurait donc largement les moyens de payer ces préretraites auxquelles les travailleurs peuvent aspirer, à juste titre, car le travail est de plus en plus dur.

Aline RETESSE

## Renault Siège social Billancourt

À Boulogne-Billancourt, chez Renault, il n'y a plus de production depuis 1992, il y a toujours plus de 4 000 employés qui travaillent dans les bureaux.

Mais l'objectif de la direction de Renault est de se débarrasser de la plupart des bâtiments de Boulogne dans le cadre de son opération immobilière. Ainsi, depuis 3 ans, des services – au moins 2 000 personnes – sont transférés au Technocentre, à Guyancourt, et quelques centaines d'employés sont partis à Rueil.

À Boulogne, le service de la comptabilité, 250 personnes, est, à son tour, sur la sellette. Il y a deux mois, la direction nous a avertis qu'un déménagement aurait lieu d'ici la fin juin «dans le périmètre de Saint-Quentin en Yvelines». Où exactement ? Qui serait concerné ? Mystère.

Nous nous sommes d'autant plus interrogés que la comptabilité est l'objet d'une réorganisation qui vise à la centraliser en réduisant les effectifs ; les services de comptabilité des différentes usines sont en cours de dissolution, entraînant des suppressions de postes et des reclassements dans les ateliers, sur chaînes, de collègues de plus

de cinquante ans.

Le 10 décembre, les délégués CGT ont appelé à une assemblée. 80 personnes se sont rendus chez le directeur qui a déclaré qu'il allait «étudier le principe d'une réunion avec le personnel».

À la mi-décembre, la direction a convoqué un service pour lui dire qu'une partie (environ 50 personnes) resterait à Boulogne, avec l'objectif de nous diviser. Le 16 décembre, une nouvelle assemblée décida de se rendre chez le directeur pour obtenir les réponses qui ne venaient toujours pas. Puis, le 11 janvier, à la réunion de délégués du personnel, la direction non

seulement n'avait pas de précisions à donner, mais elle annonça sa décision de créer une antenne-emploi. On sait ce que ça veut dire : ce sont des propositions de reconversion à l'extérieur de Renault, en d'autres termes, l'antichambre du licenciement.

C'est là que nous avons décidé d'un débrayage, préparé par des assemblées dans chaque secteur, pour rencontrer la direction générale lors d'un Comité d'Entreprise où le déménagement de la comptabilité était à l'ordre du jour.

Vendredi 22 janvier, nous étions donc 60 à débrayer pendant deux heures : la direction avait mis chaînes, barrières et

vigiles pour ne pas que nous entrions dans la salle du CE. Un représentant de la direction a fini par descendre. Après le week-end, on nous a annoncé que le directeur de la comptabilité recevrait le personnel la deuxième semaine de février.

Il aura donc fallu la détermination du personnel pour obtenir la promesse ferme d'une réunion.

C'est que la direction a très bien senti qu'au-delà de ce déménagement, c'est l'avenir qu'elle nous réserve qui nous inquiète et que nous ne sommes pas prêts à tout accepter.

Correspondant LO

Air France

# 35 HEURES BIDON, PRIVATISATION ET RÉACTIONS OUVRIÈRES

**Le ministère des Finances a annoncé que l'ouverture du capital d'Air France au privé débuterait le 22 janvier, avec la mise en vente de 17% de ses actions. Ce même jour, à Roissy, les ouvriers de la DM (ateliers de maintenance) en étaient au milieu de leur troisième semaine de débrayages et de manifestations contre le projet de la direction sur les 35 heures.**

Cette protestation, qui a concerné d'autres catégories du personnel (au Fret et à l'Escale) et d'autres sites (Orly et Le Bourget), a surtout mis en mouvement les mécaniciens de la DM Roissy.

L'accord-cadre sur les 35 heures signé par certains syndicats est en effet resté entouré de suffisamment de brouillard, voulu par la direction, pour que, hormis les ouvriers en équipe qui y perdaient de façon évidente, les autres travailleurs aient bien du mal à s'y retrouver. Souvent, pour juger, ils disaient vouloir attendre les négociations promises par la direction au niveau de chaque établissement. Et cela, d'autant plus que même des syndicats non signataires de l'accord-cadre, dont la CGT, appuyaient en ce sens. Ces syndicats n'ont

cessé de souligner ce qu'ils appellent les « aspects positifs » de l'accord en laissant entendre que les volets qu'ils critiquent seraient l'objet de négociations ultérieures.

Bien évidemment, la direction a tenu le même langage à peu de choses près. Elle savait que cela ne l'engageait en rien mais pouvait l'aider à circonscrire un conflit survenant au moment où elle lance la privatisation de la compagnie, et qui peut faire mauvais effet auprès des « investisseurs » privés... surtout quand une centaine de grévistes, le mardi 21, envahissent une assemblée des actionnaires où pérorer le PDG de la compagnie, Spinetta (environ 5% du capital se trouve déjà en des mains privées). Espérant faire cesser le mouvement dans les ateliers, la direction a d'ailleurs proposé aux syndicats quelques concessions. Cela, en pleine nuit, pour qu'elles puissent être annoncées à l'assemblée des 250 grévistes, mercredi matin. Ceux-ci les ont refusées, les estimant insuffisantes (6% d'embauches promises dans les ateliers de Roissy) et même culottées quand la direction dit compenser la perte de salaire des ouvriers postés par une prime « en fonction des gains de productivité de la structure », car ces ouvriers devraient travailler plus pour s'offrir le « cadeau » du patron...

Bien sûr, les grévistes constatent que leur mouvement



Il n'y a pas que les avions qui ont de la réaction!

ne s'est pas étendu même s'ils sont allés plusieurs fois retrouver leurs camarades de l'Escale et du Fret pour bloquer avec eux, durant des heures, les envols de plusieurs aéroports. Quant aux syndicats non signataires de l'accord-cadre, en particulier la CGT très présente dans les ateliers, ils avaient bien parlé d'un appel à une action commune de grève et de manifestation, cette semaine, sur tous les sites industriels d'Air France. Mais ils n'en ont finalement rien fait, montrant ainsi à tous, ouvriers, direction comme gouvernement, qu'ils n'avaient nulle intention de s'opposer de quelque façon aux projets du patron, soutenu par le ministre

PCF des Transports. La direction de la CGT, comme celle des autres syndicats, s'est précipitée dans les négociations par site ouvertes par une direction qui sait bien qu'en sectorisant les « problèmes », elle divise pour mieux régner.

Mais même si, ici ou là, la direction a déjà prévu de lâcher un peu de lest – ne serait-ce que pour permettre aux syndicats de justifier leur reculade face à elle –, il n'en reste pas moins que le projet de 35 heures de Spinetta-Gayssot est un mauvais coup contre les travailleurs. La direction et le gouvernement auraient voulu que cela se fasse avec notre accord. C'est râté!

Correspondant LO

Où sont donc les 4000 embauches promises?

La direction a fait claironner sur les 4000 embauches que permettrait son projet sur les 35 heures.

En fait, pour moitié, il s'agit de titulariser des CDD et intérimaires. Ce n'est que normal, mais cela ne crée pas un seul poste de travail. Restent donc 2000 emplois, d'ailleurs annoncés sur trois ans. On est donc bien loin des 10% d'embauches – il y a 36000 travailleurs au sol à Air France – censés compenser le passage aux 35 heures qui, lui, prend effet immédiatement: c'est le second tour de passe-passe du patron. Le troisième tient au fait que ces 2000 emplois vont d'abord concerner une extension de l'activité d'Air France à Roissy avec la mise en route d'une nouvelle piste et de l'aérogare CDG2-F, puis l'ouverture d'une quatrième piste et enfin de l'aérogare CDG2-E.

Autrement dit, les secteurs déjà existants ne verront pratiquement aucune embauche et cela alors que le plan de la direction prévoit de nouveaux départs en préretraite et que le trafic aérien ne cesse d'augmenter.

En clair: Air France veut nous faire travailler plus et le plus souvent à moins de monde. Et elle a le culot de parler d'embauches, tandis que le gouvernement et les partis qui le soutiennent présentent cela comme une « avancée »!

Correspondant LO

TUB du Douaisis (Nord)

## 17 JOURS DE GRÈVE, MAIS ON A GAGNÉ!

Les autobus du Douaisis, le TUB, sont dirigés par un syndicat intercommunal qui s'appelle en réalité la SEMTUD. Les municipalités de gauche n'y sont plus majoritaires depuis quelques années et les municipalités de droite ont recruté un nouveau directeur dont le mandat était, entre autres, de diminuer l'influence de la CGT, jugée trop combative.

Ce directeur avait annoncé son intention de licencier le responsable de la CGT, délégué par ailleurs, et une contrôleuse,

se, militante non élue. Le délégué était accusé d'avoir soutenu un débrayage jugé illégal. Quant à la contrôleuse, victime d'une agression, elle n'était pas défendue par la direction, et elle choisit d'écrire à des élus pour leur demander d'intervenir. Des élus de gauche, bien sûr. Et alors! C'est tout de même son droit légitime lorsque l'on constate ce que fait le syndicat intercommunal dominé par la droite.

Les délégués CFDT et FO votaient pour les licenciements,

mais les travailleurs ont décidé de ne pas laisser faire. Une tente était installée devant le dépôt et la grève était décidée, seuls quelques chauffeurs acceptant de rouler. Les travailleurs informaient la population par tracts. A aucun moment la grève n'a été impopulaire, contrairement à ce que disait la direction, qui aurait bien aimé que les usagers se dressent contre des grévistes. Les tentatives de pression sur les grévistes ont été nombreuses: huissiers, remplace-

ment par des bus affrétés par le Conseil général (pourtant à majorité de gauche!).

La grève restait majoritaire. Des élus de droite disaient qu'ils allaient voter contre les sanctions au Conseil d'administration, puis les votaient. Lorsqu'ils ont voté ainsi la deuxième fois, la grève, au lieu de s'épuiser, s'est durcie: plus un seul bus ne sortait, le dépôt était complètement bloqué.

Finalement, la direction annonçait, mercredi 20 janvier, qu'elle abandonnait les licen-

ciements pour les remplacer par une lettre circulaire rappelant les « travailleurs à leurs devoirs ». C'était donc une défaite pour elle. Eh bien, elle a quand même eu droit à un jour de grève supplémentaire pour réclamer le paiement des journées perdues! Le travail n'a repris que le 22 janvier. La direction n'a pas reculé sur tout, puisqu'elle annonce son intention de retirer de façon étalée les journées de grève sur quatre mois. Mais elle en entendra encore parler...

## Les 35 heures

# DES ACCORDS PEU NOMBREUX ET SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS!

Au Forum de l'Expansion, la semaine passée, Jospin s'est adressé aux patrons pour les inciter à conclure des accords sur les 35 heures : « *Conduisez les négociations dans un esprit ouvert et réaliste, afin de construire des accords qui soient favorables à vos entreprises comme aux salariés qui les font vivre* ».

Les patrons n'ont certainement pas attendu les leçons de Jospin pour conduire des négociations qui leur soient favorables. Et Jospin fait semblant de croire que l'on puisse marier l'eau et le feu, concilier les intérêts patronaux et ceux des travailleurs. Interrogé à propos des 35 heures, un dirigeant d'une grosse fédération patronale déclare bien plus crûment : « *On aura eu ce paradoxe que les 35 heures n'auront pas créé d'emplois, mais auront créé de la flexibilité et de la modération salariale* »!

Car le bilan actuel des accords sur la réduction du temps de travail est plutôt maigre. C'est encore Jospin qui le dit lui-même : « *Tous dispositifs confondus (loi de Robien et loi Aubry) la réduction du temps de travail a déjà permis de créer ou de préserver près de 30 000 emplois* ». 30 000 emplois, une goutte d'eau au regard des millions de chômeurs actuels ! La réalité des emplois créés dans le cadre de la seule loi Aubry est

donc bien plus réduite, puisqu'il faut que Jospin inclue les effets de la loi Robien pour arriver péniblement au chiffre de 30 000. Et dans le même temps, ailleurs, combien de nouveaux licenciements ? Combien de postes supprimés ?

Si le patronat n'est plutôt pas pressé d'engager la discussion sur les 35 heures, ce n'est vraiment pas qu'il y ait quelque chose à y perdre. Les 35 heures

pour lui doivent se réaliser dans le pire des cas à coût zéro, et, mieux, être l'occasion d'avancées à son avantage.

Partout, les accords signés le montrent. Nulle part il n'est question de réaliser véritablement les 35 heures hebdomadaires avec 5 journées de travail de 7 heures. Ces accords ne comportent que ce que le patronat veut bien accepter.

Ces accords organisent la flexibilité. Sous prétexte d'ouvrir

plus tard à la clientèle les agences le soir et le samedi matin, à EDF, la direction prévoit sa généralisation et l'organisation des horaires centre par centre.

On remet en question, comme à France-Telecom ou dans les banques, les jours fériés supplémentaires gagnés au fil des années.

Partout, il s'agit de réduire les salaires, en s'attaquant à des primes de certaines catégories du personnel comme à Air France ou France Télécom, ou

bien en annonçant la « modération salariale » ou purement et simplement en bloquant les salaires pour les années à venir.

Bref, en prenant son temps, le patronat organise des négociations qui se font à son avantage. Il peut compter pour le faire non seulement sur les syndicats les plus minoritaires mais également sur les grandes centrales syndicales, et désormais la CGT.

Cette méthode donne parfois quelques miettes aux travailleurs mais toujours sous forme de quelques heures en moins ou de quelques jours de congés supplémentaires. Mais en échange, avec l'aval des syndicats signataires, on prévoit pour les travailleurs davantage de flexibilité, la remise en question des acquis, la baisse des salaires, l'annulation du temps de travail, sans oublier l'augmentation du nombre des heures supplémentaires à effectuer, la hausse de la productivité et le coût des aides de l'État prévues par la loi Aubry que les travailleurs paieront par l'impôt.

Mais pour les 35 heures telles qu'ils les entendent c'est-à-dire avant tout sans aucune contrepartie, les travailleurs auraient bien les moyens de l'imposer, partout, mais avec leurs propres méthodes, celles de la lutte.

**Symbole des bonnes relations PS-Medef, la poignée de main Hollande-Seillière**



**La Poste  
Paris 08**

## 35 HEURES AVEC SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ON N'EN VEUT PAS!

Au bureau de poste du 8<sup>e</sup> arrondissement de Paris, la direction a annoncé un plan prévisionnel de restructuration qui serait mis en place à l'occasion des 35 heures qui sont en cours de discussion avec les syndicats au niveau national. Ce plan de restructuration toucherait les secteurs de la distribution, facteurs piétons, service des voitures, CEDEX, service de nuit, en tout plus de 600 personnes.

Quand le personnel a eu connaissance de ce plan, le mécontentement n'a pas tardé à se faire entendre. Un rassemblement a eu lieu dès le lendemain pour protester contre ce projet.

Le gouvernement a proclamé que les 35 heures devaient créer des emplois. Or, à Paris 08 - mais c'est vrai ailleurs - la direction annonce à cette occasion 30 suppressions d'em-

ploi en jour et 25 en nuit, soit 55 emplois en moins, quasiment 10% de l'ensemble des effectifs de la distribution. Cela se traduira par des mutations non remplacées jusqu'à concurrence du chiffre souhaité.

Aux facteurs, la direction annonce qu'elle compte leur octroyer les 35 heures sous la forme d'une vingtaine de minutes en moins tous les jours en fin de vacation, sans aucun jour de repos supplémentaire comme l'auraient souhaité la plupart des facteurs. Ce qui ne changera pas la quantité de travail effective.

Elle veut supprimer la brigade mixte, 60 personnes qui travaillent

actuellement entre 9 heures et 17 heures, et qui distribuent notamment la 3<sup>e</sup> tournée, celle d'après-midi. Tout cela est lié à une volonté de la Poste que cette 3<sup>e</sup> tournée disparaisse à terme, partout où elle existait.

A la place, elle veut créer une brigade bouche-trou dans les mêmes horaires, mais de 22 facteurs seulement, ainsi qu'une brigade de trieurs d'une douzaine d'agents qui travailleraient tous les matins, mais aussi tous les samedis matins, et auraient généreusement un lundi sur deux de repos.

Quant à ceux qui feraient partie de la trentaine d'effectifs « en trop », ils se verraient changer d'ho-

raire d'office, sans aucune prise en compte des difficultés que cela pourrait occasionner dans leur vie personnelle.

Le service des CEDEX est visé lui aussi, la direction considérant qu'il y a 8 ou 9 agents en trop.

Quant au service des voitures, qui dépend des autres services puisqu'il distribue les sacs préparés par les facteurs, la direction annonce que cela peut attendre... un peu.

La date de la restructuration n'est pas fixée précisément, mais ces 55 suppressions d'emplois, les 35 heures à la sauce de La Poste et les mauvais coups qui accompagnent tout cela ont fait voir rouge dans un premier temps aux fac-

teurs de la brigade menacée de suppression, qui ont protesté en laissant le trafic s'accumuler, afin de montrer que, si leur brigade disparaissait, les facteurs de matin auraient une charge de travail encore plus lourde.

Le lendemain, une assemblée générale s'est tenue à l'appel de tous les syndicats. Entre 150 et 200 personnes s'y sont rassemblées, un nombre que l'on n'avait pas vu depuis longtemps. L'ambiance était chaude et le directeur, appelé dans son bureau, a dû descendre pour répondre aux questions qui lui étaient posées, sous les huées, et recevoir lui-même des réponses très colorées!

Ce rassemblement, qui a redonné le moral à beaucoup de postiers, n'est qu'un premier pas!

Correspondant LO

## GRÈVE À FRANCE TÉLÉCOM

Le mardi 26 janvier, les syndicats CGT et SUD appelaient le personnel de France Télécom à faire grève contre le projet de 35 heures de la direction. Cette grève a été suivie par environ 40% du personnel, ce qui est une bonne participation, surtout que c'était la première grève nationale depuis le début de l'ouverture du capital de France Télécom en juin 1997. Cela montre que le personnel n'est pas prêt, après des restructurations permanentes depuis deux ans, à accepter les nouvelles attaques que la direction vient d'annoncer.

Le projet de la direction, outre la suppression de quatre jours de congés et la remise en cause des autorisations d'absence pour enfants malades (cf. LO n°1593), prévoit l'annualisation du temps de travail, la flexibilité des horaires avec la possibilité de 12 semaines consécutives de 44 heures, ou des semaines de 48 heures, une plage horaire de 7 heures à 21 heures du lundi au samedi modulable selon les nécessités du service, une intégration du travail du dimanche dans le cycle normal avec une compensation diminuée de moitié, une diminution de la compensation pour «astreinte» avec la possibilité de ne plus compenser que les temps d'intervention; quant aux repos créés par le passage aux 35 heures, ce serait la direction qui choisirait quand le personnel peut en bénéficier pour 80% d'entre eux.

C'est cette annonce, cumulée avec la remise en cause de primes et un ras-le-bol général qui a entraîné dans les services des discussions et cette mobilisation plus importante.

## FRANCE TÉLÉCOM S'ATTAQUE AUX SALAIRES D'UN TIERS DU PERSONNEL

La direction générale de France Télécom a annoncé la semaine dernière comment elle entendait attaquer une partie du traitement mensuel d'un tiers du personnel (44 000 sur 145 000) au travers de la remise en cause de primes appelées «coutumier». Ces primes avaient été données à différents services des Télécoms au moment du développement du téléphone dans les années 70, comme les services des lignes chargés de l'installation des réseaux, celui du montage chargé de l'installation des abonnés, celui chargé de l'installation des lignes spécialisées, et aussi en réponse à des mouvements de grève de ce personnel.

On avait augmenté les

rémunérations par des primes pour ne pas augmenter les salaires, à un moment où la direction avait besoin de faire face à un surcroît de travail.

Ce «coutumier» varie selon les agents de 400 F à 2 000 F par mois. La direction propose aux agents de payer l'équivalent de 48 mois de prime ou de transformer l'équivalent de ce «coutumier» en avantage monétaire dégressif qu'elle veut diminuer à chaque changement d'échelon, c'est-à-dire à chaque augmentation, de la moitié de cette augmentation! C'est un moyen de réduire le «coutumier» jusqu'à ce qu'il disparaisse.

Bref, qu'elle paye 48 mois ou qu'elle transforme en avantage monétaire

re dégressif, elles seront désormais soumises à l'impôt et aux cotisations sociales, donc diminuées d'autant, ce qui n'était pas le cas jusqu'alors.

Pour justifier cette mesure, le directeur des Ressources humaines ose expliquer que «ce coutumier crée une situation inéquitable entre ceux qui ont du coutumier et ceux qui n'en ont pas»!

Les agents concernés ont bien entendu le message et dès le jeudi 21 janvier, des rassemblements nombreux ont eu lieu à Paris devant la direction générale comme en province devant les directions régionales pour protester contre ce vol manifeste!

Correspondant LO

## PAS DE PAUSE DANS LA PRIVATISATION DES GARAGES DE LA POSTE

Après la province, c'est en Ile-de-France que La Poste veut sous-traiter au maximum l'activité effectuée par «les camions jaunes». Cette privatisation est entamée depuis plus de 20 ans. Mais au lendemain de la grève de décembre 1995, La Poste a choisi de donner un coup d'accélérateur à cette privatisation, afin de «dévulnérabiliser» le transport selon son expression.

En 1996, nous étions à La Poste, 1 300 chauffeurs PL, répartis sur sept garages. Depuis cette date, beaucoup ont été «reclassés» malgré eux, et aujourd'hui, l'effectif est de 834 chauffeurs postiers. L'arrivée de la gauche plurielle au gouvernement n'a absolument rien modifié.

L'objectif de la direction de La Poste est que nous ne soyons plus que 600 fin 1999, répartis sur 4 garages et 12 antennes (petits centres de 35 chauffeurs), les transporteurs privés devront assurer entre 65% et 70% du trafic.

Pour arriver à ce résultat, La Poste a usé de plusieurs arti-

fices: nomination à un grade supérieur (II - 1), des primes importantes, mutation prioritaire pour la province, etc.

En novembre 1998, le premier des sept garages, celui d'Arcueil, a été fermé. Il y restait encore quatre chauffeurs qui n'avaient pas encore trouvé une nouvelle affectation intéressante; la direction voulait leur imposer une mutation d'office.

Le 3 décembre dernier, à l'appel des syndicats, 150 chauffeurs représentant les 7 garages se rassemblaient devant la direction, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps. Nous avons protesté contre ces mutations d'office et le plan de restructuration.

Puis le 18 décembre, nous étions une quarantaine à nous rassembler à nouveau devant la direction, en soutien à nos camarades d'Arcueil.

Malgré ces protestations, La Poste a imposé des mutations sur les antennes d'Argenteuil (95) et de Villeneuve-la-Garenne (92) à nos camarades du garage d'Arcueil, qui habi-



Quai de chargement à Créteil.

tent soit dans le 94 ou le 91. Bonjour les kilomètres!

Aujourd'hui, nous sommes entrés dans la dernière année de ce plan de restructuration et nous sommes encore suffisamment nombreux pour tenter d'imposer des garanties sur nos reclassements. On ne veut pas faire 3 heures de transport pour aller travailler là où ça arrange

La Poste au nom d'une soi-disant lutte contre la concurrence. A Créteil, le 21 janvier, nous sommes allés dire cela au chef de centre. Celui-ci croit qu'il sauve La Poste en nous poussant hors du garage, et il ose nous demander de la sauver avec lui en acceptant d'aller travailler ailleurs, dans de bien moins bonnes conditions.

Les syndicats seront reçus par la direction fin janvier. Il est possible que des mesures supplémentaires soient annoncées pour nous inciter à partir.

Une chose est sûre, nous sommes peut-être moins nombreux qu'il y a 3 ans, mais nous ne sommes pas décidés à quitter les garages dans n'importe quelle condition.

Chine

# UNE ÉVENTUELLE DÉVALUATION DE LA MONNAIE ET SES CONSÉQUENCES

Il a suffi d'un tout petit éternuement, de l'annonce d'une éventuelle dévaluation de la monnaie chinoise, le yuan, pour que plusieurs places financières d'Asie s'enrhument à nouveau. Après qu'un article publié dans l'organe officiel *China Daily* eut laissé entendre que « dévaluer ou laisser flotter le yuan ne serait pas forcément une mauvaise chose », les monnaies indonésienne et thaïlandaise ont chuté.

Pourtant, jusqu'à présent, la monnaie chinoise était fortement arrimée au dollar et s'échangeait à une parité fixe de 8,28 yuans pour un dollar. La crise financière qui toucha le Sud-Est asiatique à l'été 1998 n'avait pas modifié la politique des autorités chinoises en la matière qui choisirent de ne pas modifier la valeur du yuan. C'était là un geste vis-à-vis des Occidentaux inquiets, par lequel les gouvernants chinois disaient ne pas vouloir ajouter à la crise monétaire.

Si les dirigeants du monde impérialiste ont pu être satisfaits de l'attitude « responsable » de la Chine, les financiers n'ont pas exprimé la même satisfaction, ceux du moins qui avaient investi en Chine et qui se retrouvaient avec un yuan surévalué. Une telle situation n'est pas en elle-même catastrophique pour ces capitaux, à condition que l'économie du pays en question continue de croître. Mais visiblement, ce n'est pas le cas pour la Chine. En raison précisément de la surévaluation du yuan par rapport aux autres monnaies de la région, les marchandises chinoises, plus chères donc, se sont



moins exportées. Ainsi, le commerce extérieur de la Chine, dont la moitié est tournée vers l'Asie y compris le Japon, n'a pas progressé en 1998, alors qu'il avait connu 20,9% de hausse l'année précédente. Autant dire que ceux qui avaient investi dans les quelques places financières chinoises ne retrouvaient plus les profits escomptés. D'où un retrait d'une partie de leurs capitaux qui a fait baisser les bourses de Hongkong et de Shanghai, cette der-

nière ayant perdu 11% depuis le début de l'année.

Ce sont ces conditions qui peuvent pousser le gouvernement chinois à dévaluer lui aussi sa monnaie, pour tenter, dans un marché qui se réduit du fait de la crise, de rendre plus compétitifs à l'exportation ses propres produits. Seulement, le risque existe qu'à la suite d'une dévaluation du yuan, les autres monnaies de la région dévaluent elles aussi. Une spirale incontrôlable pourrait

alors se développer.

Les conséquences en seraient dramatiques, pour les populations des pays concernés. Car une dévaluation n'a pas pour seul effet de pouvoir, dans certaines circonstances, relancer les exportations donc en partie la production. Elle renchérit d'autant les importations et surtout elle augmente la dette extérieure qu'il faut payer soit en dollars, soit dans une autre monnaie forte.

Et ce sont toujours les populations qui en font les frais. la crise du Sud-Est asiatique s'est déjà traduite par de nombreuses fermetures d'usines, par des baisses de production, par des licenciements. Bref, par une aggravation de la crise matérielle pour les masses laborieuses.

En Chine même, où les gouvernements ne jurent que par l'introduction de l'économie de marché, bien des entreprises d'État, considérées comme non rentables, ont procédé à des licenciements massifs. Dans les villes, le taux de chômage frôlerait dit-on les 20%.

Mais n'est-ce pas là une des caractéristiques constantes du système capitaliste : faire payer la population, les travailleurs, pour que des bourgeois, des financiers, des spéculateurs ne perdent rien, même lorsque les marchés se rétrécissent, même lorsque la crise est là ?

G. L.

## Angola

# LA GUERRE TOUJOURS RECOMMENCÉE

La guerre civile vient de reprendre en Angola, avec son cortège d'horreurs : bombardements de villages, massacres, destructions de récoltes et d'équipements, famine. Un demi-million de personnes auraient fui hors des zones de combat.

Cela faisait pourtant près de quatre ans, depuis les accords de Lusaka en 1994, que la paix était presque revenue entre le gouvernement du président Dos Santos et les troupes de l'Unita de Jonas Savimbi. Ce dernier avait partiellement désarmé, même s'il n'avait pas dissous ses troupes, comme les accords le prévoyaient. Il avait même un temps participé au gouverne-

ment.

Mais depuis quelques mois, l'Angola, ce pays de 11,5 millions d'habitants, grand comme deux fois la France, situé le long de l'océan Atlantique au sud du Congo, est revenu à l'état de guerre qu'il a connu pendant quelque trente-cinq ans, entraîné par la guerre civile qui s'est rallumée au Congo voisin, où le pouvoir de Kabila vacille devant une révolte soutenue par ses anciens alliés du Rwanda et de l'Ouganda.

L'armée angolaise est intervenue pour sauver Kabila. Dans la foulée, elle a rétabli aussi le pouvoir de Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville. Mais ces inter-

ventions extérieures ont suscité et permis le réveil militaire d'une fraction nationaliste de l'Unita. Certes cette dernière n'a cessé depuis 1966 de s'opposer au FNLA, qui dirige le pays depuis l'indépendance en 1975. Malgré ses défaites répétées, elle a gardé ses troupes, ses points d'appuis dans la population et à l'extérieur, et n'a au fond jamais accepté la paix qui lui a été imposée en 1994.

Mais cette perpétuelle rébellion de l'Unita et de son chef Savimbi a probablement reçu une incitation et des aides de la part de tous ceux que gêne l'actuelle politique de l'Angola : les rebelles congolais, le Rwanda et l'Ouganda,

mais aussi sans doute certains groupes économiques et gouvernements impérialistes. Car non seulement les richesses minières du Congo ont toujours inspiré des rivalités entre puissances impérialistes, mais le pétrole et les diamants angolais peuvent aussi activer bien des appétits.

Cette guerre est une guerre atroce, une guerre de destruction dans un pays déjà très pauvre, ravagé par quatorze années de lutte entre la puissance coloniale, le Portugal, et vingt années de guerre civile. La tactique de l'Unita est d'effectuer le plus possible de destructions. Elle n'a guère de chances de vaincre, mais ne peut non plus être annihilée,

car elle s'appuie sur l'ethnie principale, les Ovimbundus, et a toujours pu compter sur la complicité de l'ex-régime blanc d'Afrique du Sud, de feu Mobutu, du roi du Maroc et de leur parrain à tous, l'impérialisme américain.

Entre le régime dictatorial de Dos Santos, qui utilise les jeunes Angolais comme chair à canon pour affirmer sa prééminence à l'échelle régionale, et la guérilla de Savimbi, appuyée sur les haines tribales et les « affreux » des officines de mercenaires, la population angolaise paie de sa vie les rivalités entre les États africains et entre les divers impérialismes.

Vincent GELAS